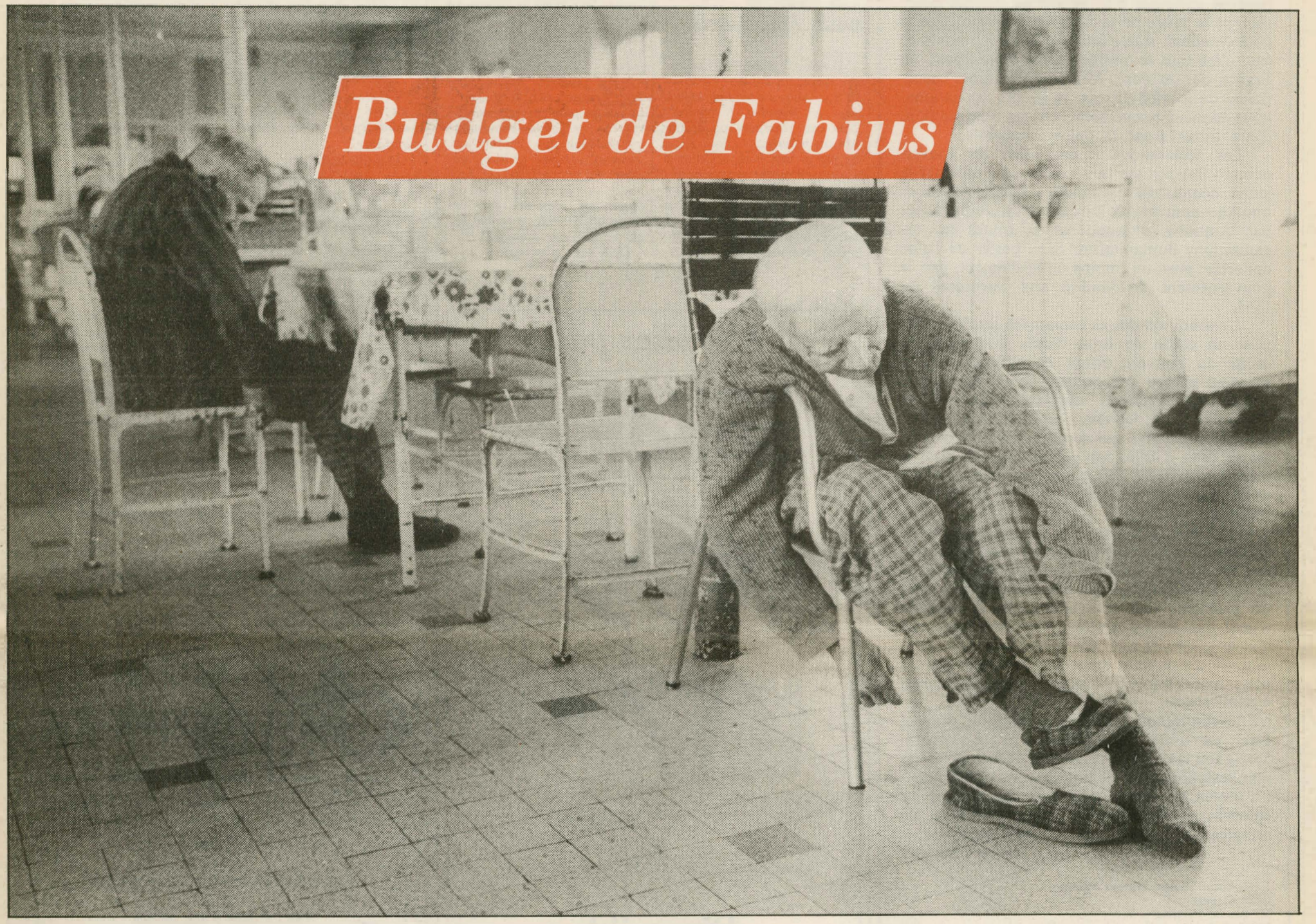
Rouge

PCF-PS
Après deux mois de gouvernement Fabius

P3-4-5

M 1578 N°1126 6,50F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | 14 au 20 septembre 1984



Plein la gueule et pas un rond

Manifestation

Contre l'extradition des nationalistes basques

19 septembre, 18 h 30. Place de la République

REPERE

BASQUES

Mobilisations pour le droit d'asile

Depuis un mois, les sept nationalistes basques enfermés à la prison de Fresnes poursuivent la grève de la faim en attendant que le gouvernement statue sur leur sort. A travers ce cas, c'est tout le problème du droit d'asile en France qui est posé. Militants politiques, bénéficiant du soutien de tout un peuple, les nationalistes basques risqueraient, en cas d'extradition, d'être torturés par la police espagnole.

Les déclarations embarrassées du gouvernement français sur la nécessité de « protéger la jeune démocratie espagnole » sont contredites quotidiennement par les cas de torture dénoncés par Amnesty international et toutes les organisations humanitaires. Sans parler de l'aide apportée plus ou moins officiellement par le gouvernement de Madrid aux terroristes du GAL.

L'extradition de ces camarades serait une remise en cause du droit d'asile que même la droite au pouvoir évitait de bafouer. On se souvient encore du scandale occasionné par la remise aux autorités allemandes de l'avocat Klaus Croissant. De fait, c'est le sort de tous les réfugiés politiques qui serait remis en question car le droit d'asile, par définition, n'est pas un droit à la carte. il exclut tout jugement sur l'activité politique des réfugiés qui en font la demande.

C'est pour dire tout cela que notre camarade Krivine a demandé audience au Premier ministre. Il a été reçu à l'Hôtel Matignon par son conseiller, M. Siberzahn, qui a reconnu qu'il y avait un problème réel et a ajouté que la décision n'était pas encore arrêtée. Tout le monde sait que le gouvernement est divisé sur cette question. Il n'y a donc plus une minute à perdre pour empêcher une mesure scélérate, lourde d'implications.

Télégrammes, messages, motions doivent être envoyés immédiatement à l'Hôtel Matignon (1). Des rassemblements et des manifestations sont en préparation, la LCR mettra toutes ses forces dans cette campagne pour empêcher l'extradition et obtenir le statut de réfugiés politiques pour nos sept camarades.

Georges Villetin

1. Monsieur Fabius, Premier ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris.

ECOLE
Un instituteur sans poste

Slavko Mihaljcek est cet instituteur de Thionville qui a attendu sa nomination pour la dernière année scolaire jusqu'au 24 avril ! Il avait fallu une pétition de centaines de personnes dont les élus locaux, l'intervention de ceux-ci au ministère, et l'écho trouvé dans la presse locale.

Ancien auxiliaire devant bénéficier de la loi Le Pors de titularisation, Slavko devait attendre selon l'administration locale la publication du décret d'application dans l'Education nationale. C'est chose faite depuis le mois de mai. Mais ce n'est plus suffisant, en cette rentrée : l'administration locale attend, pour nommer Slavko, la circulaire d'application... du décret ! Trop, c'est trop.

Le 5 juin dernier, Slavko était inspecté et recueillait un avis très favorable. Le 17 juillet, Savary en répondant au député PS de Thionville, confirmait les droits de Slavko. Il est temps que le ministère impose l'application de la loi à l'Inspection académique de Thionville. Ce devrait être fait d'ici quinze jours. Si tel n'était pas le cas, la défense de Slavko Mihaljcek dépasserait rapidement le cadre régional.

JEUNES
Un marché pour *France-Soir*

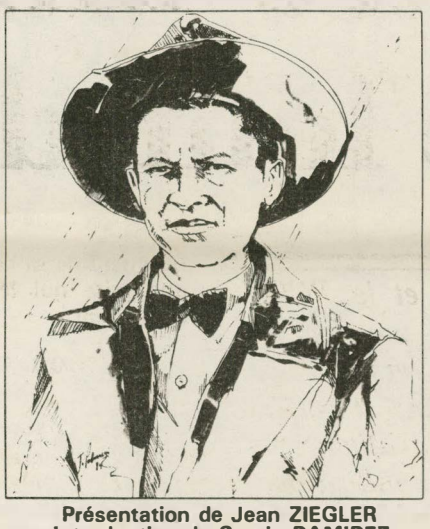
Lundi 10 septembre, la une est barrée en couleur : « France-Soir *lance l'opération emploi pour les jeunes* ». A regarder d'un peu plus près, on découvre un bandeau : « *Huit pages de petites annonces.* » Celles-ci s'adressent-elles aux jeunes ? Pas spécialement : telle maison de retraite recherche un chef cuisinier ayant dix ans d'expérience, telle entreprise du bâtiment demande des conducteurs de travaux de 25-35 ans.

La raison de l'opération, *France-Soir* nous la donne en première page : « *900 000 Français de moins de vingt-cinq ans cherchent du travail.* » Les jeunes chômeurs sont donc un marché pour les annonceurs. Pour rendre crédible son opération de publicité (mensongère), *France-Soir* a commandé un sondage qui, apprend-on, « *met en évidence la bonne volonté, la disponibilité, la souplesse des jeunes chômeurs et, aussi, leur confiance dans les offres et demandes d'emploi publiées par notre journal* ».

Cela sent le pourri.

N'oubliez pas...

La pensée vivante de
sandino
Lettres, textes et correspondances



Présentation de Jean ZIEGLER
Introduction de Sergio RAMIREZ
LA BRECHE

Disponible
aux Editions La Brèche
9, rue de Tunis 75011 Paris

POINT DE MIRE

Nos lecteurs nous écrivent

Il n'y avait pas de lettres de lecteurs dans Rouge. *Peut-être est-ce une erreur, nous sommes-nous dit à telle ou telle occasion en lisant un courrier que nous avions reçu. Et par exemple une lettre du genre de celle que nous reproduisons aujourd'hui.*

Promesse d'embauche

Pour des raisons compréhensibles, nous ne reproduisons pas le nom et l'adresse de notre correspondante.

Depuis septembre 1982, seule avec trois enfants à charge, je me suis mise à chercher du travail.

L'hôpital de Belfort, après plusieurs lettres négatives, m'a convoquée pour du travail. J'ai donc été embauchée mais sur contrat de trois mois avec promesse d'embauche définitive si le travail que je fournissais était satisfaisant.

Etonnée de recevoir un nouveau contrat de deux mois, j'ai fait appel au chef du personnel, qui m'a dit de ne pas m'inquiéter, que je n'avais qu'à continuer à bien travailler, comme si j'étais un enfant à qui on dit « Mange ta soupe et tu auras un bonbon ».

Cela fait cinq mois que je travaille, malgré mon travail satisfaisant, je me retrouve sans emploi.

J'ai refait une tentative auprès de la direction. Réponse : « Ce n'est pas la peine de demander un rendez-vous, il n'y a rien d'autre à ajouter ». Elle niait la promesse d'embauche. Ces « promesses » d'embauche m'avaient permis d'acheter une voiture, nécessaire vu la distance et les horaires de travail. Donc un crédit à rembourser...

J'écris cette lettre pour que cette injustice soit dénoncée et pour dire halte à la politique de l'administration, qui considère les gens comme des pions et qui les rejette selon son bon vouloir.

Vient de paraître

Critique Communiste
revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IVe Internationale)
n°33 septembre 84 / 14 fr.

Sommaire

A quoi sert le gouvernement Fabius ?
•
PCF: étapes d'une faillite
•
Dossier
LA Ve REPUBLIQUE
DE DE GAULLE A MITTERRAND
•
Mai 1947:
quand le PCF était chassé du gouvernement
•
La Continental-Illinois
et le spectre du krach financier
•
Livres

ABONNEMENT A DOMICILE	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	**450 F**	**500 F**
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	**160 F**	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	**150 F**	**170 F**
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	**65 F**	**75 F**
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	**250 F**	**250 F**
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
_____
Formule choisie ___
Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

• Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
• Directeur de publication : Christian Lamotte
• Commission paritaire 63922
• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

Notre unité contre leur division

Derrière la relance des polémiques entre le PS et le PCF, une dynamique de rupture de l'Union de la gauche est enclenchée. Il n'y a pas une larme à verser sur une perspective marquée par près de vingt ans d'espoirs trahis. L'unité à construire, c'est l'unité des travailleurs, sur la base de leurs revendications et pour la mobilisation.

« Union de la gauche : constat de divorce » ; *« Requiem pour l'Union de la gauche »* : les titres de la presse nationale étaient à peu près à l'unisson, au lendemain de la Fête de *l'Humanité* et du comité directeur du Parti socialiste. Tout au long du week-end en effet, les petites phrases assassines s'étaient succédé entre les ex-partenaires des gouvernements Mauroy. A Roland Leroy, expliquant que son parti n'était *« plus dans la majorité »*, répliquait Lionnel Jospin : *« C'est pour des motifs politiques, pour des raisons liées à la peur qu'il a d'évoluer, d'accepter le monde moderne, qu'il [le PCF] est sorti du gouvernement. »*

Après la rupture banalisée de l'alliance au gouvernement des deux formations, cet été, on semble désormais entrer dans la phase de la rupture consommée. Certes, celle-ci ne s'opère qu'à petits pas, mais la dynamique paraît enclenchée. Ainsi, deux jours après la relance de la polémique publique, le PS annulait la rencontre initialement prévue entre les deux partis à propos des prochaines élections cantonales.

Manifestation d'une faillite

Ce processus n'est que la nouvelle manifestation éclatante d'une faillite. En s'alliant en 1972 autour du programme commun, le PS et le PCF entendaient canaliser sur le terrain des urnes, la combativité ouvrière portée à son plus haut niveau par Mai 68, et la dévier de ses objectifs directs : le renversement d'un régime de plus en plus minoritaire et la satisfaction des exigences ouvrières. Nous disions alors que le refus de ces partis de s'engager dans la voie d'une intervention massive et centralisée de la classe ouvrière, par ses propres méthodes de combat, préfigurait leur volonté de s'entendre avec le patronat, une fois parvenus au pouvoir. Mais pour la grande majorité des travailleurs, l'Union de la gauche apparaissait comme le seul débouché crédible aux luttes quotidiennes contre les attaques capitalistes.

L'expérience est aujourd'hui faite. Chacun peut constater l'impasse dans laquelle Mitterrand et Marchais ont embourbé la formidable aspiration au changement de mai 1981. Le PS et le PCF disposaient d'atouts pourtant considérables : un président de la République socialiste, un gouvernement dont ils étaient l'ossature, une majorité absolue à l'Assemblée nationale, un secteur nationalisé leur donnant, au moins, les moyens d'entraver les tentatives de sabotage des puissances d'argent, etc. Ils ont préféré les utiliser pour proposer un « compromis social » au CNPF, fouler au pied leurs engagements et mettre en œuvre une action qui a conduit au seuil des deux millions et demi de chômeurs et à une dégradation considérable des conditions de vie.

On sait comment le désarroi et le découragement dans les rangs ouvriers se sont traduits sur le plan électoral par un recul du PS et du PCF et par un abstentionnisme massif. Ce sont donc les conséquences de leur propre politique qui ont abouti à la rupture du mois de juillet, le PCF s'efforçant en se dégageant des responsabilités gouvernementales, d'endiguer l'effritement de sa base ouvrière et de conjurer une crise qui le menaçait d'un véritable éclatement.

Union et mobilisation

Il n'y a pas une larme à verser sur l'acte de décès officiel d'une perspective marquée par près de vingt ans d'espoirs trahis. Mais le développement des polémiques entre le PS et le PCF risque d'accroître la confusion parmi les travailleurs. Car il n'aura pour seul objet, de part et d'autre, que de justifier des comportements passés, dont des millions d'hommes et de femmes ont fait l'amère expérience et sur lesquels ils n'ont plus d'illusions.

La droite et le patronat ont vu tout le parti qu'ils pouvaient tirer de cette situation. Barre hausse le ton, dénonce une *« période de confusion et d'équivoque »* et appelle ses partisans à ne pas *« se laisser séduire par les appels à la décrispation »*. Quant à Gattaz, il accentue sa pression sur le pouvoir et exige une aggravation de l'austérité, par la multiplication des horaires flexibles, de nouveaux avantages fiscaux, la libération des prix industriels et du contrôle des changes.

A nombre de travailleurs, l'horizon risque d'apparaître d'autant plus bouché que les directions syndicales relaient les partis de gauche dans le dévoiement des perspectives de combat (voir pages 7 et 8). Les dirigeants de la CGT cherchent simplement à accompagner la prise de distance du PCF envers le gouvernement. *« Escalade progressive mais pas d'attaque frontale »* : telle est la devise favorite de l'équipe Krasucki. De son côté, l'état-major de la CFDT se déclare prêt à brader d'importantes conquêtes sociales contre le miroir aux alouettes d'une attitude plus compréhensive du CNPF dans le domaine de l'emploi.

Cette spirale infernale de la capitulation, cette menace d'une aggravation de la division et du désarroi des rangs ouvriers ne peuvent qu'affaiblir le combat des travailleurs face à l'offensive dont ils sont les victimes et dont le budget 1985 donne toute la mesure. Elles peuvent pourtant être enrayées. A l'unité faillie du PS et du PCF sur la base des possibilités gaspillées, aux polémiques des appareils politiques, il faut opposer l'unité des travailleurs sur la base de leurs revendications et pour la mobilisation. Ce n'est en effet qu'en pesant de toutes leurs forces, en coordonnant leurs luttes et en préparant les conditions d'un mouvement d'ensemble que les travailleurs peuvent imposer, face à la crise du système, des solutions conformes à leurs véritables intérêts.

Pour une politique anticapitaliste

Cette union dans les luttes se construit dès aujourd'hui, dans chaque échéance de la confrontation de classes et vise à rassembler, sans exclusives, l'ensemble des courants et militants ouvriers, des organisations syndicales. Et elle se combine avec le débat démocratique parmi les travailleurs. C'est avant tout à ces derniers, dans leurs assemblées générales souveraines de trancher entre les orientations divergentes qui opposent les organisations ouvrières. Que celles-ci les fassent juges et leur soumettent leurs propositions. C'est sur la base d'une telle unité, d'une telle mobilisation, d'un tel rapport de forces et dans le cours de leur mobilisation, que les travailleurs rappelleront au PS et au PCF qu'ils ont des comptes à rendre. Ils exigeront d'eux qu'ils utilisent leur majorité au Parlement ainsi que tous les moyens dont ils disposent pour satisfaire leurs revendications.

Plus que jamais, ce combat renforce l'urgence de construire une force susceptible de mobiliser des milliers de travailleurs, de faire apparaître la nécessité d'une politique au service des travailleurs. Car, devant l'échec patent des orientations du PS et du PCF, aucune alternative n'apparaît avec suffisamment de crédibilité. C'est pour œuvrer au dégagement d'une telle alternative, pour renforcer la bataille pour une contre-offensive ouvrière, que la LCR combat et combattra dans la prochaine période, qu'elle s'adressera à tous ceux qui veulent sortir du marasme actuel.

Christian Picquet

PS

Le calme avant la tempête ?

Son dernier comité directeur a révélé les contradictions dans lesquelles se débat le PS. La direction, en dépit du renfort du CERES, s'avère incapable de répondre à la seule question vraiment décisive : à quoi sert la formation qui, à elle seule, dispose de la majorité absolue au Palais-Bourbon et dont les représentants occupent les principaux leviers de commande ?

De 1971 — date qui, avec le congrès d'Epinay, marque la renaissance de la social-démocratie en France —, à 1981, le PS se révéla un instrument efficace de conquête de la présidence de la République par les urnes. Son « ancrage à gauche », fondé sur l'alliance avec le PCF, lui permit tout à la fois de capter les aspirations populaires au changement et de modifier à son profit les rapports de forces internes au mouvement ouvrier.

Depuis trois ans, le PS s'est trouvé contraint d'explorer toutes les servitudes d'un parti de gouvernement sous la Ve République. Sa fonction principale s'est progressivement réduite au relais de l'action gouvernementale dans le pays et au soutien des décisions du chef de l'Etat. Son adaptation aux institutions gaullistes lui a interdit de peser significativement sur les choix de l'exécutif et même de se démarquer, si peu que ce soit, du gouvernement.

Les servitudes d'un parti dominant

La vieille conception molletiste d'un partage des rôles entre gouvernants — s'occupant de la gestion des réalités quotidiennes de la société capitaliste — et parti — s'érigeant en gardien de l'orthodoxie idéologique — ne trouve pas de terrain d'application. En conséquence, plan d'austérité après plan d'austérité, le PS a vu disparaître l'essentiel des éléments autour desquels il s'était forgé une identité : les promesses d'une société autogestionnaire, la référence à la rupture avec le capitalisme, etc.

La constitution du gouvernement Fabius, en juillet dernier, le départ des ministres communistes, la systématisation d'une politique toute entière tournée vers la satisfaction des exigences des possédants ainsi que les ouvertures à droite de François Mitterrand, ont ouvert une nouvelle étape dans la crise du PS. Car, à l'abandon des engagements de 1981, qui caractérisent les gouvernements Mauroy, s'est ajouté l'éclatement de l'Union de la gauche. Dans ce cadre, les tentatives élyséennes de poser les bases d'une alliance directe avec certaines fractions bourgeoises prennent à contre-pied une formation construite sur le socle de l'alliance avec le PCF.

Un tel faisceau de contradictions est lourd de tendances centrifuges. D'autant que la perspective des élections législatives de 1986 provoquent dès maintenant la multiplication des manœuvres sur la scène politique nationale et que se profile le congrès censé définir le dispositif de bataille du PS pour cette échéance. Pour conjurer dans l'immédiat toutes les menaces, les dirigeants socialistes se sont efforcés de verrouiller le débat interne, à l'occasion du comité directeur des 8 et 9 septembre.

Verrouillage directionnel

Plus question désormais de la moindre fausse note entre le discours gouvernemental et celui du PS. Lors du comité directeur des 1er et 2 juillet (avant le changement de gouvernement), les hiérarques socialistes exhortaient encore les sommets de l'Etat à mener une action plus déterminée en faveur de l'emploi. Cette fois, la résolution finale ne laisse subsister aucune ambiguïté : *« Les initiatives qu'engage le Parti socialiste sont conçues pour mobiliser toutes les énergies pour la réussite de la politique gouvernementale. »*

Comme pour se convaincre lui-même et surtout dissiper le malaise des militants, Jean Poperen s'acharne dans les media à expliquer qu'il n'y a pas de modifications dans les orientations du pouvoir : *« Il n'y a pas de tournant de la politique mise en œuvre au printemps 1983 au service des objectifs fondamentaux de la gauche. »* Selon lui, il n'existe qu'*« une nouvelle étape »*, celle *« d'une concentration de tous les efforts de la nation pour que soit gagnée la bataille contre le chômage »*. Le numéro deux du parti est, à cet égard, un récidiviste. Déjà, lors de la mise en œuvre du plan d'austérité de mars 1983, il avait nié qu'il s'agisse d'un tournant majeur de la politique appliquée depuis mai 1981.

Dans la foulée, les dirigeants du PS entendent geler le débat sur la stratégie et le projet de leur formation. Ils proclament leur fidélité à l'Union de la gauche et s'efforcent de faire porter au PCF la responsabilité de la rupture gouvernementale de juillet dernier. La résolution du comité directeur indique ainsi : *« Voilà qu'après qu'ils aient refusé de participer au gouvernement, après qu'ils aient annoncé une sorte de soutien à la carte, on peut se demander si les dirigeants du PCF ne s'orientent pas vers une véritable rupture. Ils prendraient ainsi la lourde responsabilité de se désolidariser de la gauche dans une phase cruciale de l'action de celle-ci. Pour sa part, le Parti socialiste, fidèle à sa politique d'union, ne saurait s'y résigner. Il demeure plus que jamais un animateur du rassemblement de toute la gauche. »*

Enfin, l'appareil socialiste s'oppose à la mise en chantier du programme sur lequel se battront les candidats du parti en 1986. *« Pas de débat sur cette question avant huit, dix mois »*, dit en substance Lionel Jospin.

Cette attitude a un avantage : elle permet à l'équipe de la rue de Solférino de gagner du temps, d'attendre que les projets élyséens se concrétisent quelque peu et de contenir le malaise de la base. Il n'en demeure pas moins que la direction ne pourra longtemps ignorer les problèmes brûlants du moment. Au fur et à mesure que la « rigueur » s'apesantira sur les couches populaires, il sera de plus en plus difficile de nier l'inflexion des orientations des gouvernants. Et il faudra bien répondre à une question : comment et qui « rassembler » autour de cette austérité « néo-libérale » qui vaut à Fabius les félicitations de Gattaz ?

Premiers réalignements

Ce climat d'incertitudes, ce *« sentiment d'inachevé »* qu'avouait, le 9 septembre aux journalistes, un membre du comité directeur, favorisent néanmoins les premiers réalignements. Paradoxalement, ce sont des courants situés à droite de l'échiquier socialiste — le courant B de Pierre Mauroy qui regroupe une kyrielle de notables et le courant rocardien — que vient la contestation. La raison en est simple : l'évolution de l'équipe au pouvoir, la reprise dans ses discours des thèmes « réalistes » ou antiétatiques ne s'accompagnent pas d'un accroissement du poids de l'« aile droite » au gouvernement et dans la direction du parti. Mauroyistes et rocardiens se trouvent dès lors condamnés à l'impuissance voire à une rapide déliquescence. Comme l'indiquait, à la fin du mois d'août, le rocardien Michel Sapin, dans un article du *Monde* : *« Il est... indispensable que, au sein de la sensibilité incarnée par Michel Rocard, les idées autogestionnaires retrouvent un contenu, une existence, une réalité politique. Sinon d'autres le feront à sa place. »*

Deux thèmes concentrent les critiques de ces courants : l'identité idéologique du parti et sa nécessaire autonomie à l'égard du gouvernement. Le 25 août, lors d'une réunion des partisans de l'ancien Premier ministre à Valence, Françoise Gaspard avait déjà enfoncé le clou : *« Qu'est devenue la notion de rupture avec le capitalisme ? (...) Sommes-nous encore le parti d'Epinay ? »* Son collègue, Bernard Derosiers, a repris le flambeau lors du dernier comité directeur : *« Il ne faut pas que les socialistes apparaissent seulement comme la caution de la gestion du gouvernement. »*

Tout en se félicitant du « langage de vérité » de l'hôte de l'Hôtel Matignon, les rocardiens peuvent, à leur tour, se payer le luxe d'un gauchissement de leur image. La contribution déposée au comité directeur par la tendance AGIRS (qui regroupe les rocardiens dissidents ayant déposé leur propre motion au congrès de Bourg-en-Bresse) s'intitule significativement : *« Moderniser la gauche, gauchir la modernité. »*

Ce nouveau positionnement est facilité par la quasi-disparition de toute critique de gauche au sein du PS. Intégré dans l'équipe Fabius avec six de ses membres, le CERES n'a d'autres choix que de chausser de nouveau les « godillots », dont Jean-Pierre Chevènement disait au congrès de Valence, en 1981, qu'ils étaient *« une belle et bonne chaussure »*. *« L'autre politique »* qui marquait auparavant l'opposition du CERES à la politique de Mauroy et Delors est définitivement remisée en dépit de l'approfondissement des mesures d'austérité. Dans la dernière livraison du mensuel *En jeu*, Didier Motchane consacre ce ralliement aux thèmes de la *« modernité »* et du *« rassemblement »* et se contente d'inviter Fabius à les préciser : *« C'est en définissant pour qui et pourquoi elle modernise, que la gauche fera accepter l'effort. »*

La morosité du climat interne traduit les contrecoups de la politique gouvernementale sur le PS. Les premiers grincements actuels pourraient cependant annoncer des ébranlements plus sérieux dans les mois à venir. Une mer trop calme annonce souvent un fort coup de vent.

Christian Picquet

Le parti « godillot » impuissant.

PCF

La rupture-mode d'emploi

A peine consommée, la rupture de l'union PS-PCF est déjà l'objet d'une écriture particulière de son histoire. Celle fournie par Marchais à la veille de la Fête de l'Humanité, qui prépare une version officielle pour le comité central des 17, 18 et 19 septembre... Ainsi, tout remonterait à ... juin 1982 !

La nouvelle histoire, écrite en ce moment par le PCF, ferait remonter le désaccord de fond entre le PS et le PCF à juin 1982. Ce sont les propos de Marchais en direct de La Courneuve à *TF 1*, le 8 septembre, qui donnent le coup d'envoi de cette affirmation. La rupture de juillet aurait eu lieu parce que *« le président François Mitterrand et Laurent Fabius ont affirmé leur volonté de poursuivre la politique que l'on connaît depuis la mi-juin 1982... Une partie [de l'accord PS-PCF] a été réalisée jusqu'en juin 1982 et à partir de cette date, sous le vocable de "politique de rigueur", on a renoncé aux engagements qui avaient été pris. »*

Comment apporter le moindre crédit à une telle affirmation, portant sur un passé très frais dans les mémoires ?

Le 13 juin 1982, Mauroy annonce le premier plan d'austérité aux congressistes CGT réunis à Lille. Ils interrompent leurs travaux pour écouter le Premier ministre : blocage des salaires et blocage des prix. S'il fut sifflé par son auditoire, Mauroy ne se heurta pas à une farouche opposition, ni de la direction confédérale ni de celle du PCF pendant les semaines qui suivirent.

Le PCF approuva, vota la confiance, et continua sa participation, ponctuée de quelques critiques respectueuses, formulées plus pour prendre date que pour s'opposer à la rigueur.

Pourquoi juin 1982 ?

Juin 1982, date fatidique ? Un fidèle lecteur de *l'Humanité* quotidenne se reportera à sa collection et y trouvera une moisson de déclarations infirmant les propos tenus par le secrétaire général à la Fête de *l'Humanité*.

Par exemple ? Le 1er décembre, le PS et le PCF renouvellent l'accord de gouvernement. On en trouve le texte à la page 3 de *l'Humanité* du 2 décembre : *« Les deux partis considèrent qu'au gouvernement, à l'Assemblée nationale et dans le pays, la majorité des gens de gauche a réalisé, au service des intérêts du peuple et de la France, une œuvre importante dont le bilan est déjà supérieur aux grandes conquêtes du Front populaire et de la Libération. »*

Plus près de nous, chacun se souvient des milliers de suppressions d'emplois dans la sidérurgie décidées par le gouvernement, qui firent l'objet d'un vote de confiance au Parlement, et d'une montée des sidérurgistes le 13 avril à Paris. Belle occasion pour Marchais, présent sur les trottoirs de la manifestation, de condamner la politique de Mauroy. Mais non. Comme les autres députés, il la vota. Le 9 avril 1984, André Lajoinie, président du groupe parlementaire PCF, déclare à la sortie de Matignon : *« Il n'y a pas de contradiction entre notre appel et notre soutien à la mobilisation populaire et notre loyauté et notre engagement dans la majorité et au gouvernement... L'heure est à l'union... »* (*L'Humanité* du 10 avril 1984). 20 000 licenciements approuvés par une chambre à majorité PS-PCF valaient bien le plan de rigueur de juin 1982...

En pleine campagne des européennes, Marchais rencontre devant les caméras de *TF 1*, Bernard Pons. Il répond à son interlocuteur que *« "C'est une union solide" que l'Union de la gauche. Nous sommes solidement unis...Vous ne pouvez vous faire d'illusion sur le fait que le PCF pourrait renoncer à ses responsabilités même s'il y a discussion sur les moyens. Nous sommes les hommes de l'union, au gouvernement, au Parlement et dans le pays... La gauche a un bilan positif. »* (*L'Humanité* du 25 mai 1984).

Le même Marchais précise encore l'engagement de son parti sur les ondes de *RMC* le 3 juin 1984 : *« Si la gauche n'obtenait pas les résultats souhaitables lors des élections européennes, nous n'en tirerions pas la conclusion qu'il faut changer de politique. »* (*L'Humanité* du 29 juin 1984, soit deux ans après ce fameux juin 1982 qui fit tout basculer en ... juillet 1984).

Qu'ont-ils dit et fait en juin 1982 ?

Pour achever le mythe du tournant de juin 1982, Marchais encore à *Tf 1*, le 28 juin 1984, soit dix jours après le scrutin des européennes où le score de son parti avoisinna les 11 % : *« Nous n'avons pas l'habitude de quitter le navire quand il y a des difficultés »* (*l'Humanité* du 29 juin 1984).

Et bien, ils l'ont quitté. Mais pas à cause de l'austérité. Ils l'ont trop approuvée pour faire croire à une rupture à gauche.

Marchais a répondu frontalement à la question du départ des ministres communistes en cas d'application du plan de 15 000 licenciements dans la sidérurgie lorraine. C'était le 10 juin 1982 à *Antenne 2* : *« Le seul cas de figure où nous quitterions le gouvernement est celui où le PS, le gouvernement ne tiendraient pas le cap de la politique voulue par les Français. »* Sans doute 15 000 sidérurgistes licenciés, c'était ça, le vote du 10 mai...

Après l'annonce du plan de rigueur de juin 1982, Lajoinie passe au club de la presse *d'Europe 1*, le 21 juin 1982 : *« La position du PC dans la majorité n'est pas du tout un pied dedans, un pied dehors, ni ambigüe. Notre participation à la majorité et au gouvernement est une décision à long terme.*

Après le secrétaire général et le chef du groupe parlementaire, le ministre. Marcel Rigout, interviewé dans *Libération* du 17 juin 1982, répond au journaliste lui demandant quelle explication il fournirait aux travailleurs sur le blocage des salaires, s'il était délégué CGT : *« Les gars, bien sûr, ce n'est pas drôle, mais on a bien fait des efforts plus importants en d'autres temps. Ce sera difficile, mais c'est pour une durée limitée... »*

Donc, pas d'état d'âme au sommet de la hiérarchie communiste, en ces jours de juin 1982 qui allaient devenir historiques le 8 septembre 1984 à La Courneuve.

Quelle perspective ?

L'Union de la gauche connaît une nouvelle fracture qui pourrait bien être un arrêt de mort. Que propose le PCF ? *« Sans anticiper sur le XXVe Congrès... Le PCF est le parti de l'union. Mais sans doute la forme d'union pour l'avenir ne sera pas la même. L'union en soi, ça ne veut rien dire... Ce que nous voulons, c'est le rassemblement de toutes les forces, sans exclusive... Une union avec les luttes »*, disait Marchais à *TF 1*.

Leroy, lors de son bref discours à la Fête de *l'Humanité*, parlait d'*« une grande force d'union pour avancer vers la solution de problèmes du pays »*. Et, pour préciser, *« nous sommes animés d'une grande volonté de rassemblement et d'union, contre la droite et le grand patronat »*.

Plus la division PS-PCF s'accentue, plus la direction du PCF parle d'union... pour masquer la vacuité de tout débouché politique.

Sans doute, le XXVe Congrès trouvera-t-il une formule nouvelle, comme celle du XXIIIe (Union du peuple de France) ou du XXIVe (socialisme aux couleurs de la France). Pas de quoi remplir le vide. Comme dit Jaurès cité par Leroy, *« Je ne vous propose pas un rêve idyllique en vain... »*.

Jean Lantier

Marchais, Fiterman, Herzog et Hermier à la fête de l'Humanité.

DERNIERE MINUTE

Le local de la LCR de la ville de Rouen a été attaqué

Le local de la LCR de Rouen a une nouvelle fois été attaqué dans le nuit du 11 au 12 septembre 1984. Une agression du même type, bouteille d'essence, cocktail molotov avait déjà eu lieu l'an dernier. Seule l'intervention des pompiers appelés par les habitants des maisons attenantes au local de la Ligue, a permis de limiter les dégâts. C'est bien sûr du côté de l'extrême droite rouennaise, coutumière du fait, que se portent les regards. Son lieu de rendez-vous favori, le bar «Le Métropole », n'est pas loin. Elle n'a toujours pas digéré, vraisemblablement, la manifestation anti-Le Pen qui vit défiler des milliers de personnes dans les rues de Rouen.

Budget en baisse ,austérité en hausse

Pour se guider dans l'ensemble des commentaires autour du budget, il faut avoir en tête quelques chiffres précis. Nous avons tenu à les présenter avec précision au moment où le Conseil des ministres fixe la note à payer par les travailleurs.

Budget en baisse, d'où austérité en hausse. Notre titre n'est malheureusement pas un paradoxe de journaliste. Mais bien la réalité que vivront les travailleurs en 1985 si aucune lutte d'ensemble n'oblige le gouvernement à changer ses projets.

Les deux hypothèses pour 1985

Le cadre fixé tient en deux chiffres, imposés par Mitterrand lui-même dans deux déclarations : le déficit budgétaire ne doit pas dépasser 3 % du PIB, les prélèvements obligatoires doivent baisser de 1 % du PIB. Que recouvrent ces chiffres ?

Le PIB représente la masse des richesses produites en une année : en 1985, il sera d'environ 4 500 milliards. Le déficit budgétaire (c'est-à-dire la différence entre les dépenses et les recettes de l'Etat) ne devra pas dépasser les cent trente-cinq milliards ; et les prélèvements obligatoires devront baisser de quarante-cinq milliards en 1985 par rapport à 1984.

Les prélèvements obligatoires sont la source des impôts et des cotisations sociales payés par les particuliers et les entreprises à l'ensemble des administrations (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) : en 1985, le montant sera d'environ deux mille milliards, c'est-à-dire 45 % du produit intérieur brut.

Deux clins d'œil à la bourgeoisie

Ces deux contraintes du départ, imposées au budget 1985, ne résultent pas des nécessités objectives, mais sont deux concessions idéologiques à la bourgeoisie, acceptant le discours du « reaganisme économique ».

● A propos du déficit budgétaire, l'équation « bonne gestion de l'économie égale faible déficit » est fausse. D'une part, la théorie économique keynésienne montre que, dans certaines conditions, une acceptation d'un déficit peut être la source d'un redémarrage de l'économie. Mais surtout la pratique de Reagan, malgré ses discours électoraux, est bien effectivement d'avoir gonflé de façon énorme le déficit budgétaire US et de faire financer celui-ci par les capitaux japonais et européens grâce à des taux d'intérêts élevés... Et le dollar ne s'en porte pas plus mal !

● A propos des prélèvements obligatoires, le discours sur leur « poids insupportable » pour l'économie est tout aussi clairement de droite : ils seraient des sommes arbitrairement soustraites au marché et stérilisées par l'étatisme. Or, au contraire, les prélèvements des administrations sont redistribués dans l'économie sous forme de salaires de fonctionnaires, de dépenses publiques, de prestations sociales, etc. On peut, à l'opposé, penser que c'est bien cela qui a permis le développement exceptionnel du capitalisme dans notre pays pendant les trente ans de l'après-guerre à la crise.

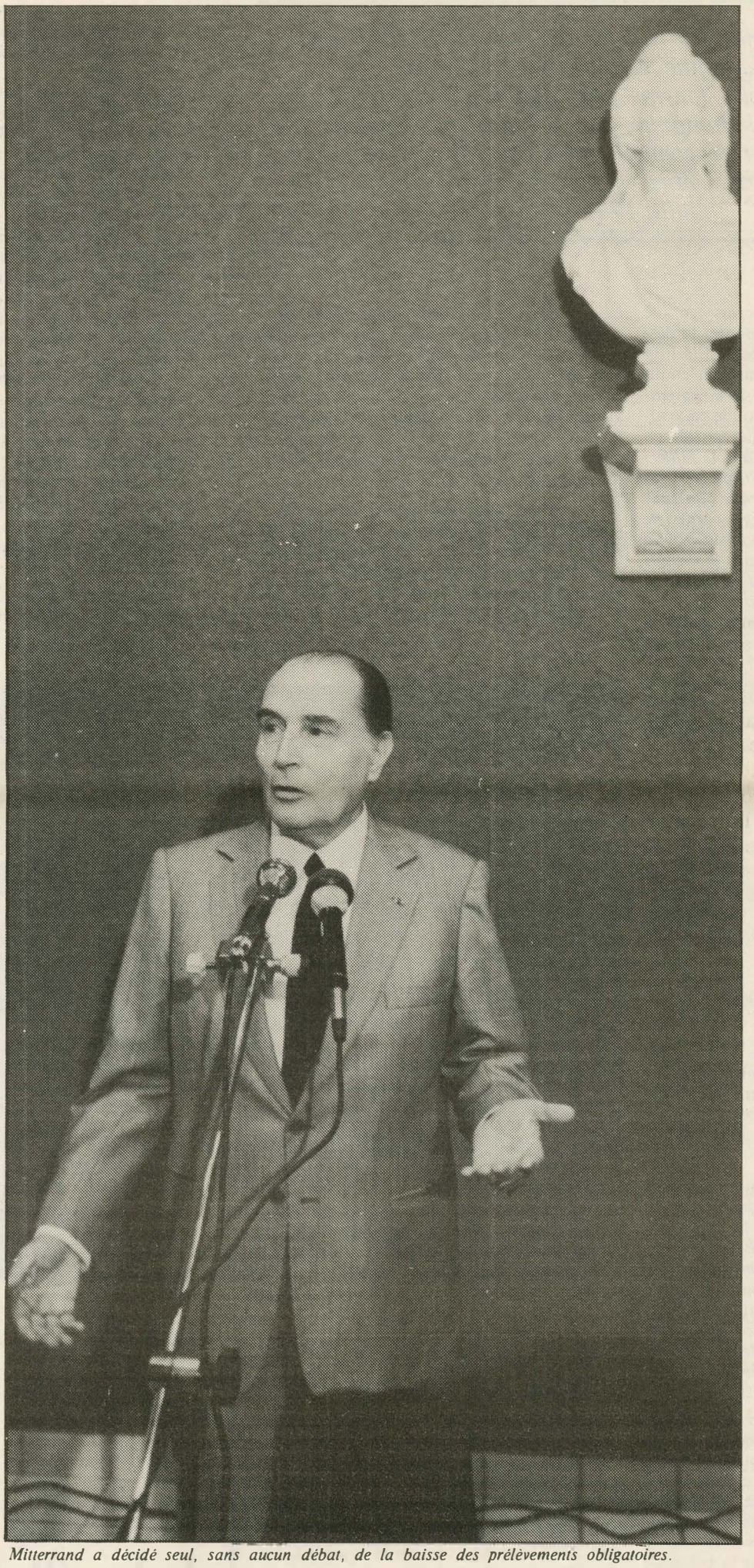
Du simple point de vue des chiffres, le taux brut de prélèvement (impôts plus cotisations sociales divisés par le PIB) est une escroquerie puisqu'il contient des doubles comptes (impôts et cotisations des fonctionnaires par exemple) et qu'il ignore les prestations distribuées. Si l'on corrige ces deux points, on obtient un taux net consolidé qui vaut seulement 16 % (contre 45 % pour le taux brut).

Le budget 1985

Au total, les deux contraintes — moins d'impôts et moins de déficit — impliquent moins de dépenses. Et c'est la difficulté pratique de réduire les dépenses qui montre bien le caractère idéologique des deux hypothèses imposées par Mitterrand.

— D'après ce que l'on sait aujourd'hui, la baisse des prélèvements de quarante-cinq milliards sera réalisée ainsi : dix milliards par suppression du 1 % Sécurité sociale, dix milliards par baisse des 5 % de l'impôt sur le revenu, dix milliards de baisse de la taxe professionnelle payée par les entreprises, quinze milliards de baisses diverses (remboursement TVA, mais aussi simple jeu d'écritures comptables).

La baisse des impôts est ainsi réalisée de la manière la plus injuste puisqu'elle avantage le plus ceux qui paient le plus d'impôts, c'est-à-dire les plus riches, et qu'elle ne change rien pour ceux qui ne sont pas imposables. Une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité aurait eu des effets sociaux inverses. Le bilan de l'opération est donc clair : les salariés et les consommateurs paieront les faveurs faites aux revenus élevés et aux entreprises.



Mitterrand a décidé seul, sans aucun débat, de la baisse des prélèvements obligatoires.

— La limitation du déficit budgétaire risque de se réaliser surtout sur le papier, dans la présentation du budget à l'automne 1984. Et on sait bien que chaque année est voté un collectif, c'est-à-dire un complément ; il serait donc bien étonnant qu'il n'en soit pas ainsi à l'automne 1985, peu avant l'année fatidique de 1986 !

— Du côté des dépenses publiques, ce sera la super-austérité : limitation des dépenses des ministres à 6 % (c'est-à-dire baisse réelle d'au moins 1 % si on tient compte des prix), diminution des effectifs de la fonction publique (d'environ 5 000 postes), nouvelle baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires, ralentissement des équipements sociaux (qui sont financés pour la plupart par les collectivités locales alors que celles-ci vont subir un prélèvement de l'Etat sur leurs ressources !)

Ajoutons à cet ensemble déjà évident une information : on sait que, dans les tiroirs, existent des études sur la baisse des prestations sociales : augmentation de 10 % du ticket modérateur (de 75 à 65 %), institution d'une franchise de cinq cent mille francs par an (au-dessous de ce seuil, on ne serait plus remboursé), augmentation de trois à huit jours du « délai de carence » pour les indemnités journalières (pendant les huit premiers jours de maladie, il n'y aurait plus de remboursement).

La mobilisation nécessaire

Face à ce budget, les salariés de la fonction publique sont en première ligne, mais cela concerne tous les travailleurs : nous payons et paieront tous plus cher des services publics de moindre qualité ; la fonction publique servira de modèle salarial au secteur privé ; les adaptations idéologiques à la droite sont lourdes de menaces...

A l'ordre du jour, dés la lumière faite sur la réalité du budget, c'est la mobilisation de tous les salariés de la fonction publique et des services publics dépendant du budget. Une mobilisation qui suppose une bataille importante en faveur de l'unité d'action intersyndicale. Les buts en sont clairs : pour la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi et des conditions de travail. En même temps, parce que cela ne peut être dissocié, une telle mobilisation affirmera l'urgence de quelques mesures politiques élémentaires. Celles-ci comportent bien sûr une réforme de la fiscalité, faisant une ponction sur les hauts revenus et allégeant les charges payées par les moins favorisés (en particulier la TVA et les prix des services publics). Elles comportent aussi le développement des dépenses sociales utiles (écoles, hôpitaux, crèches...).

Trop « dépensiers » ? Allons donc ! Si cette majorité, élue pour cela, voulait le faire elle le pourrait. Elle choisit de tourner le dos aux besoins et aux attentes des travailleurs. Elle choisit d'utiliser à d'autres fins les moyens dont elle dispose : les moyens politiques liés à la majorité parlementaire et les moyens techniques comme la nationalisation du secteur industriel et du crédit.

Allons-nous accepter de subir, ou ferons-nous tout notre possible pour changer le cours des choses ? Telle est la question essentielle à débattre avec les travailleurs, sans plus attendre.

Jacques Cherbourg et Maxime Durand

Les revendications sont-elles solubles dans l'austérité ?

Beaucoup d'efforts ont été faits, depuis le 10 mai, par les directions syndicales pour oublier la perte du pouvoir d'achat, pour émousser l'impact des trente-cinq heures sans réduction de salaire. Sans doute, elles ne calculeront pas le coût des mesures d'austérité contenues dans le projet gouvernemental de budget pour 1985.

A croire que les directions des syndicats ne revendiquent qu'en période d'expansion et de croissance, quand elles jugent que le patronat peut payer. A croire aussi qu'elles s'autolimitent pour mieux servir la compétitivité des entreprises du pays.

Pourquoi ne pas le dire clairement : le SMIC net a perdu, du 1er janvier 1984 au 1er août 1984, 1 408 francs selon l'indice CGT, 314 francs, selon l'indice INSEE.

Pourquoi ne pas le dire franchement : du 1er janvier 1984 au 1er juillet 1984, le nombre de chômeurs a augmenté de 234 280. L'ancienneté des « demandeurs d'emploi » est de 322 jours. Presqu'un an aux portes de l'ANPE !

Et pour le budget, dont les mesures vont atteindre tous les secteurs, sante et PTT, fonction publique et tarifs publics, il conviendrait que les syndicats ouvriers opposent point par point leurs revendications, et qu'ils les fondent en une plate-forme pour un mouvement commun obligeant le gouvernement à le retirer.

Cela, c'est la tâche élémentaire des syndicats, mais... Le syndicalisme est-il soluble dans la crise économique ? Question à peine impertinente. Le patronat est à deux doigts de réussir à casser les contrats à durée indéterminée, à remplacer le travail des hommes par le travail des machines, à rendre nomade une population ouvrière réduite à la mobilité selon les carnets de commande patronaux. La CFDT rallie les propositions du CNPF en matière de flexibilité. La CGT agite la perspective du « tous ensemble » comme un cadre vide.

Comme si le temps s'était arrêté. Et que nulle course poursuite ne s'engageait entre le développement du chômage et les capacités de résistance aux licenciements de la classe ouvrière.

A juger de la vigueur des mineurs anglais, de la ténacité des syndicalistes allemands sur les trente-cinq heures, on peut penser que l'anémie du syndicalisme atteint en France des sommets inégalés au-delà de nos frontières. Pourtant l'indigence des propositions venues des sommets syndicaux ne correspond pas une classe ouvrière exsangue, vaincue, défaite. La seule manière d'aborder cette rentrée sociale, c'est de chercher les voies de la construction d'un mouvement d'ensemble de la classe ouvrière. Elle seule, depuis le 10 mai, n'a pas encombré la rue de ses cortèges et manifestations. Tous ont défilé : les évêques et les routiers, les étudiants et les paysans, les petits patrons et les policiers factieux. Mais pas la grande masse des travailleurs.

Les premières dates annoncées par les directions syndicales prouvent qu'elles doivent répondre à une volonté d'action. Mais, que ce soit le 18 septembre des fonctionnaires CGT ou le 3 octobre de la FEN, ce ne seront en rien les mobilisations à la hauteur des enjeux. Réponses qui détournent de la construction du véritable rapport de forces si elles se multiplient en ordre dispersé, ces journées et leur préparation seront cependant des occasions toutes trouvées d'affirmer la volonté d'action d'ensemble.

J. L.

CGT

Joindre les gestes à la parole

« Deux millions de personnes dans la rue, pourquoi pas ? », s'écrie Krasucki, le 5 septembre, à Bordeaux. De là, à en déduire que la CGT va déclencher un vaste mouvement de toute la classe ouvrière, il y a une marge...

On ne saurait résumer la rentrée de la CGT à la petite phrase de Krasucki à Bordeaux. Pourtant, prenant l'exemple de la mobilisation de rue sur l'école privée, il a mis en évidence leur victoire, due à leur mobilisation. Et il en déduisait que *« le monde du travail n'a pas moins de poids mais plus »* que les partisans de l'école privée.

De là, à conclure que la direction de la CGT appelle à l'action de masse, la besogne est rapide, le discours de la CGT mal lu et le contresens est fâcheux.

Coïncidence ?

La sortie du gouvernement des ministres communistes en juillet, et le discours de Krasucki à Bordeaux peuvent-ils être mis en relation ? Abusif ? Voire... Au dernier comité confédéral national, la plus haute instance entre deux congrès nationaux, cette question du « tous ensemble » était au cœur des débats. C'était les 15 et 16 mai 1984. De multiples interventions de dirigeants de fédérations et d'unions départementales réclamaient précisément ce « tous ensemble ». Que répondit Krasucki dans sa conclusion ? *« Nous sommes toujours dans l'opinion que la situation créée il y a trois ans et les réformes intéressantes engagées (...) contiennent la possibilité de faire accomplir des progrès. »* Et d'en déduire pour les luttes qu' *« Il faut savoir combiner les diverses méthodes de lutte et passer d'actions très diversifiées à des mouvements forts, très coordonnés, puis revenir à d'autres actions de nouveau diversifiées... »*

Le 5 septembre 1984, il s'écrie devant la région Aquitaine-CGT rassemblée : *« Deux millions de personnes dans la rue, pourquoi pas ? »* Etait-ce moins nécessaire le 15 mai ? En quoi ? Face aux manifestations de rue de la droite, face aux attaques patronales, voilà un bon bout de temps qu'il est pourtant urgent de mettre deux millions de personnes dans la rue. Que cette nécessité devienne celle de la direction CGT maintenant, c'est qu'un fait est venu brusquer les événements. Sans aucun doute, la rupture PC-PS.

Les travailleurs sont-ils responsables ?

« Il manque le poids réel de l'action collective des travailleurs », relève Krasucki. *« Les seules luttes inefficaces sont celles qu'on ne mène pas »*, ajoute-t-il. Ainsi, si la CGT, elle, a fait son boulot depuis trois ans, les travailleurs, eux, ne se sont pas manifestés avec la vigueur nécessaire.

Ce système, visant à rendre responsable la masse des salariés du manque de mobilisation, était déjà présent dans le slogan du 41e Congrès de juin 1982, *« Tout dépend de vous »*. Krasucki veut démontrer que *« dès le début, la CGT s'est affirmée et a agi comme une force indépendante (...) et ainsi tout au long du temps écoulé : blocage des salaires l'été 1982, plan dit de rigueur en 1983, coupes sombres dans l'industrie depuis le début 1984 »*.

Donc la CGT a rempli son contrat, elle. Mais les travailleurs, pendant ce laps de temps ? *« Cela étant, le fait est que cela n'a pas suffi (...) mais je le demande à tous : en conscience, a-t-on fait ce qu'on sait faire quand il le faut ? »*. Question non pas adressée aux syndicats, mais aux travailleurs. *« Et nous autres, travailleurs,* dit Krasucki, *nous n'avons pas mis le poids réel dans la balance. »*

A qui la faute si le temps passe et si les luttes ne viennent pas ? Aux travailleurs ! *« Cette force-là,* (celle des

Suite page 8

Suite de la page 7

travailleurs) *ne s'est pas encore manifestée de façon appropriée mais elle existe si elle le veut.* » N'est-ce pas le rôle élémentaire du syndicalisme, de la CGT singulièrement, que de faire des propositions pour que la force de l'ensemble des travailleurs se matérialise ?

Quelles propositions ?

La CGT, le syndicat en général, sans se substituer aux travailleurs, doit livrer ses analyses et ses propositions concrètes d'action à l'ensemble des salariés, aux autres organisations syndicales. Dans un large débat démocratique, les meilleures propositions, méthodes d'action et revendications sont retenues par les assemblées générales des travailleurs. Est-ce cela la méthode de la direction CGT ?

La confédération n'avance aucune revendication précise. Celles-ci ne manquent pourtant pas : 35 heures sans réduction de salaires, lutte centrale contre le budget d'austérité.

Aucune perspective d'action n'est envisagée : ni plan d'action pour aller vers une mobilisation d'ensemble ni démarche unitaire vers la CFDT, la FEN et FO, ni consignes CGT propres.

Enfin, Krasucki préconise la décentralisation de l'action. « *Reste que l'action, cela s'organise autour de revendications précises, chiffrées, constructives discutées par les syndicats et débattues avec les travailleurs de l'entreprise, de la localité, de la région.* » Tout dépend de vous encore !

Au CCN de mai 1984, Krasucki indiquait que si le gouvernement changeait, il faudrait que la CGT en débatte et change son attitude. Mais le 5 septembre, Krasucki à Bordeaux, le 4 septembre la commission exécutive confédérale n'en soufflent mot.

Hier, tout était subordonné à la réussite de l'expérience de gauche, et comme le disait le 41 e Congrès, « *l'heure n'est pas à cristalliser les mécontentements* ». Aujourd'hui, esquiver cette question pour faire croire à l'indépendance de la CGT à l'égard du PCF serait naif et peu crédible.

Fauf-il croire Krasucki ?

« *Il faut agir et tous ensemble* », dit la commission exécutive de la CGT. Soit. Que la CGT propose à tous les travailleurs et aux autres syndicats une campagne commune sur le refus de tout licenciement et pour les 35 heures sans réduction de salaire, afin de bâtir un mouvement d'ensemble pour l'emploi. Que la CGT exige des députés PS et PCF qu'ils refusent de voter le budget d'austérité 85, qu'elle organise la mobilisation d'ensemble des travailleurs autour de cette exigence.

Les possibilités de concrétiser ce « tous ensemble » ne manquent pas. Que la direction de la CGT, si ses paroles ont un fondement joigne le geste à la parole.

Jean Lantier

CFDT

Quelques dirigeants savent peut être où ils vont

Devant la presse, le 7 septembre, Jean Kaspar a fait un coup d'éclat : la CFDT, selon lui, était prête à remettre en cause l'existence de délégués dans les entreprises de moins de cinquante travailleurs et les ordonnances de février 1982 limitant l'usage patronal du travail précaire. Un coup d'éclat qui est un véritable coup de force contre sa propre organisation.

Heureux Gattaz ! Au moment où il s'acharne à proposer « la flexibilité » du travail, une grande confédération ouvrière vient au-devant de ses arguments. Malheureux militants de la CFDT : une fois de plus ils apprennent par la presse les positions de leur direction. Et ils savent bien que le patronat, partout, ne se fera pas faute d'enfoncer le clou : « *Votre propre direction reconnait que les droits syndicaux coûtent parfois trop cher aux entreprises.* » « *Votre propre direction reconnait qu'il faut plus de souplesse dans le développement du travail précaire.* » « *Pourquoi refusez-vous les ENCA* (emplois nouveaux à contraintes obligées) *dont nous, patrons, affirmons qu'ils permettraient de créer des centaines de milliers d'emplois ?* »

Scandaleuse affaire ! Mais l'aventure dans laquelle se lancent les dirigeants de la CFDT n'a que bien peu de chance d'aboutir : le patronat sait bien que l'énorme majorité des militants CFDT y regardent à deux fois au moins avant de s'aligner derrière les initiatives de ce genre au sommet de leur centrale. Les termes-mêmes de la « négociation » proposée sont dérisoires : la direction CFDT veut « échanger » le droit à avoir des délégués du personnel (un article du Code du travail) contre le droit d'avoir des « délégués de site » pour les petites entreprises ; or, ce dernier droit existe déjà dans le Code du travail. Autrement dit, d'après Maire et Kaspar, il faut accepter de perdre un droit pour gagner un droit qu'on a déjà !

Les patrons doivent bien rire de cette direction syndicale prête à faire passer à la moulinette les acquis ouvriers pour pouvoir discuter de quelque chose. Ils doivent aussi se réjouir d'entendre ce misérable raisonnement : « *Mieux vaut être employé dans un statut précaire que chômeur.* » Faire admettre par les travailleurs qu'ils doivent diminuer leurs exigences pour redevenir « intéressants » pour le patronat... une telle idée n'est-elle pas au centre de la stratégie sociale du patronat depuis le début de la crise ?

Le CNPF reçoit ainsi un renfort inattendu : « *Mieux vaut être pauvre et de santé médiocre que pauvre et malade* », affirme doctement le syndicaliste Edmond Maire ! Il aura cependant du mal à faire passer cette orientation pour une application de son discours rituel sur la « priorité aux plus défavorisés ».

Démocratie ? Tiens donc...

Dans la CFDT, où une session de deux cents responsables vient de se tenir,il y a quelques jours, et où un bureau national se tenait les 5 et 6 septembre, le projet présenté à la presse n'a, à aucun moment, été discuté ni voté, comme le souligne l'Union régionale Basse-Normandie. A quoi servent donc les structures confédérales ?

La question se pose en cette rentrée. Avant même le coup d'éclat de Kaspar, une campagne « *à fond l'avenir* », menée à grand renfort d'affiches et de plaquettes vient d'être lancée par la commission exécutive. Sans qu'aucune instance de direction n'en ait discuté. Sans aucun doute l'initiative en question a-t-elle été concoctée par « un service » dépendant de la seule commission exécutive confédérale. Elle ne correspond pas à grand-chose au niveau des entreprises ; mais chacun notera facilement son harmonieuse adaptation, complémentaire des thèmes de la « modernisation » ânonnés par Laurent Fabius et ses collègues depuis le début de l'été.

Les zigzags de la direction

A quoi rimait alors les déclarations d'Edmond Maire, sortant de chez Georgina Dufoix et se prononçant pour la défense du pouvoir d'achat de tous les salariés ? Le secrétaire général prétend avoir été « mal compris »... On a peine à le croire. Mais, pour s'en tenir à un texte dûment revu par lui, à quoi servait sa condamnation, dans *le Monde* du 21 août, des risques de glissement néo-libéral de la politique du gouvernement ? Le propre du libéralisme capitaliste n'est-il pas justement de remettre en cause les garanties ouvrières au nom de la priorité au profit ?

On se perd à suivre les zigzags de la direction confédérale. Et le plus grave est sans doute là. Tout en donnant des arguments au patronat, Edmond Maire et la commission exécutive de la CFDT donnent un gage encore plus lourd de conséquences : comment des militants soumis à un tel régime interne par leur direction confédérale peuvent-ils être assez sûrs d'eux pour œuvrer à la mobilisation ? Merci Edmond, doit sûrement dire Yvon Gattaz en privé.

Pierre Rème

Affiches, brochures : une campagne séduisante, moderne et décrispée.

Une démarche suicidaire

Un pas de plus vient d'être franchi dans le compromis avec le patronat. Il nous semble extrêmement grave que la direction confédérale aille au-devant des souhaits du CNPF en échange de contreparties largement illusoires. (...) Aujourd'hui, l'acceptation des exigences patronales concernant les seuils de représentation du personnel dans les entreprises est une remise en cause sans précédent des droits des travailleurs. C'est une démarche suicidaire pour la CFDT.

Face à la répression patronale sans cesse accrue, ce n'est pas en réduisant les moyens de défense, acquis par la lutte, que l'on pourra avancer mais en étendant les possibilités de représentation des travailleurs dans les petites entreprises. (...)

C'est une erreur d'opposer précarité et chômage : ce sont les deux faces d'une même réalité. Depuis longtemps, l'Union régionale Basse-Normandie défend cette position auprès de la confédération sans jamais avoir été démentie. Si on accepte la précarité, que signifie la réduction du temps de travail pour créer des emplois ? Ces dernières prises de position sont d'autant plus inadmissibles qu'aucune structure de l'organisation n'en a débattu.

Extraits du communiqué de l'Union régionale Basse-Normandie

CHIFFRES

11%

Depuis la fin du mois de juillet, l'indice des valeurs françaises cotées en bourse a progressé de 11 %. 3,5 % de plus et le sommet de mai 1984 sera égalé. Commentaires du journal financier *Investir* : *« En confirmant le maintien d'une politique de rigueur économique tournant le dos aux illusions socialistes de 1981, le Premier ministre a incontestablement répondu à l'attitude du marché financier. Les craintes qui étaient apparues après le départ de Jacques Delors de la rue de Rivoli, sont aujourd'hui oubliées. »*

☆

36%

Pour un ménage de trois enfants avec deux salaires au-dessus du SMIC, le coût de la rentrée scolaire s'élève à 36 % du revenu mensuel. Les dépenses pour l'entrée d'un élève en classe de sixième s'élèvent à 1 300 francs environ, d'une année sur l'autre les frais de la rentrée scolaire ont progressé de 7,8 %, indique une enquête de la Confédération syndicale des familles. L'éducation, ça se paye !

☆

9,20 francs

C'était le dernier record du dollar, lundi 10 septembre au matin. 6,18 francs en 1981, 7,81 francs en 1982, 8,47 francs en 1983, plus de neuf francs en 198 4, les déficits croissants du budget US et de la balance commerciale (679 milliards de francs pour les sept premiers mois de 1984) n'empêchent pas la monnaie de référence du commerce international de franchir les hauteurs. De nouveaux capitaux financiers affluent sur le marché américain après la suppression de l'impôt de 30 % sur les revenus des prêteurs qui ne résident pas aux USA. La dette extérieure des pays dits du tiers monde s'accroît au rythme de la hausse du dollar. Les riches s'enrichissent et les pauvres ont de plus en plus de dettes.

☆

26,8 millions

La récolte du blé en France va battre cette année le record du siècle : 26,8 millions de tonnes. Le précédent record date de 1982 avec 21,6 millions de tonnes. Les pays de la CEE connaissent globalement une progression de 8 % de leur production céréalière sur l'année 1983. C'est l'inquiétude sur les marchés céréaliers (mais oui !), cette production en hausse ne va-t-elle pas faire baisser le prix du blé ? Grave souci tandis que des millions d'hommes et d'enfants meurent de faim ou de malnutrition sur notre planète.

ECOLE

Chevènement, l'air du temps

Le recentrage de Chevènement : statu quo laïc, retour à l'effort, l'entreprise, modèle de l'école, le bon sens facile et les vertus de l'austérité. L'air du temps exige des valeurs sûres.

« Ecole publique-école privée, une fausse querelle ! » C'est l'idée que le gouvernement aura largement accréditée en renonçant complètement à l'unification laïque. Brade-t-on aussi facilement l'essentiel ? C'est donc que la laïcité n'est plus qu'un os à ronger pour instits rétro. Voici enfin venu le vrai débat : celui de la qualité de l'enseignement. De Chevènement aux pamphlétaires de la droite ultra, le rassemblement national se fait sur un objectif : relever le niveau !

L'ironie de l'histoire est que toutes les mesures proposées s'inspirent directement du « modèle » de l'enseignement privé. C'est explicite chez les réformateurs de droite, pour qui rénover l'école, c'est la « libérer » de la tutelle de l'Etat, et des contraintes de la scolarité obligatoire.

Mais Chevènement n'échappe pas à la règle. La « modernisation de la France » appliquée à l'Education nationale, c'est dans une large mesure sa « privatisation », d'une part, à travers la décentralisation de la gestion et du financement des établissements. D'autre part, et de plus en plus, par « l'ouverture à l'entreprise ». Le dirigeant du CERES aime à rappeler cette mitterranderie : *« L'école n'est pas le cocon, et l'entreprise n'est pas l'enfer. »* A « L'heure de vérité », le surdoué de Matignon avait proposé le *« jumelage de chaque établissement avec une entreprise »*.

L'entreprise, modèle de l'école, tant pour sa gestion que pour les contenus de l'enseignement : c'est sans doute le principal résultat de la gauche dans l'éducation. A faire pâlir d'envie l'ex-PDG de Renault devenu ministre de Giscard, Christian Beullac.

Et ce n'est pas tout. Chevènement, qui a une haute idée de sa personne, mais une petite, très petite idée des questions d'éducation (cela, c'est lui qui le dit) a décidé de se faire remarquer par... sa discrétion. Point de « réforme Chevènement » dans les cartons du ministre qui précise : *« Je souhaiterais simplement par une succession de mesures simples et pratiques, contribuer à créer ce climat de confiance et — pourquoi pas ? — de ferveur autour de l'enseignement. »*

Imagine-t-on un ministre qui déclare à des enseignants : je n'ai pas de projet, seulement quelques idées de bon sens pour réchauffer le climat ? C'est pourtant ce que fait Jean-Pierre qui s'évertue à paraître plus niais qu'il n'est... *« Le maître doit avoir autorité dans sa classe* (...) *On n'apprend pas sans effort* (...) *Pour être motivé, l'effort doit être récompensé. »*... Madame Michue et monsieur Bidochon seront rassurés : l'air du temps exige des valeurs sûres. Dans une frange du milieu enseignant, le non-changement de la gauche a provoqué une « décompression ». Pas de réformes, pas de crédits venant d'en-haut, mais des difficultés croissantes en-bas ; dès lors, la tentation est forte du repli individuel et d'un retour à des pratiques sélectives délestant l'école de ses « traînards ».

Ce retour de bâton antipédagogique se nourrit de la nouvelle et bien fausse querelle (celle-là) entre « l'instruction » et « l'éducation ». En se donnant pour un partisan de l'instruction, en se drapant du manteau du classicisme, Chevènement veut épouser un courant idéologique, largement produit des petites et grandes capitulations de la gauche depuis 1981. C'est également le « créneau » que cultive Force ouvrière chez les enseignants.

Que FO parvienne à capitaliser cette tendance sur le plan syndical (c'est un enjeu des élections professionnelles de novembre), et la CGT pourra alors syndicaliser les enseignants : l'éclatement de la FEN enlèverait un des obstacles à l'éclatement du service public lui-même. Etonnante convergence d'intérêts entre les décentralisateurs de la « deuxième gauche », les francs-maçons de FO, et la direction de la CGT.

La boucle serait ainsi bouclée : pourquoi faire rentrer la loi de la concurrence dans l'école et pas dans le syndicalisme enseignant ?

Chevènement, l'entreprise et la division : tels sont les trois acteurs de l'année scolaire. Aux spectateurs de monter sur la scène pour dérégler cette mauvaise pièce.

Nicolas Jeanson

L'entreprise et l'école

Quatre exemples, bons et mauvais, des relations entre l'école et l'entreprise.

1. Les locaux scolaires sont, en général, trop exigus, pas assez entretenus et mal adaptés à leur fonction. Les élèves n'y ont pas de casier, pas même pour déposer le cartable pendant la cantine (les vols et disparitions sont nombreux). L'impersonnalité des locaux facilite leur dégradation rapide par des élèves qui ne s'en sentent pas responsables. Les bibliothèques sont à l'étroit. Il n'existe pas de salles de travail en petits groupes pour les enseignants et les élèves. Les foyers sont relégués dans un coin vétuste, etc. Le local scolaire a un rôle pédagogique clé. Toute politique démocratique commence par un programme ambitieux de constructions scolaires. *« Quand le bâtiment va, tout va »*, dit l'adage... En tout cas, le bâtiment est faiblement consommateur d'importations. Il se fournit largement sur le marché intérieur. Et le chômage est massif dans ce secteur. Que manque-t-il, alors, sinon la volonté de trouver l'argent pour augmenter les dépenses publiques d'équipement ?

2. Il faut moderniser l'enseignement technique, dit-on à juste titre. Or, le ministère de l'Education est le premier propriétaire de machines-outils de France, avec 80 000 machines qui font 10 % du parc national. Près de la moitié de ces machines ont plus de dix ans d'âge. Il faut donc les renouveler. Mais Chevènement, quand il était à l'Industrie, a laissé fermer l'entreprise Dufour, fournisseur de machines-outils pour l'Education nationale. Il y a là un marché qui remplacerait avantageusement l'achat de chars d'assaut par la Défense.

3. La taxe d'apprentissage, impôt versé par les entreprises à l'établissement de leur choix, rapportait, en 1982, 365 francs à un élève du public et 1 560 francs à un élève du privé. Ce scandale, cette atteinte à la liberté des familles existent encore, trois ans après le 10 mai. Cela fait partie du prix du rassemblement national.

4. L'ouverture à l'entreprise, l'alternance école-entreprise devrait faire passer un souffle nouveau sur l'école. Cela fait désormais partie des idées reçues. Or, voici le bilan tiré par *le Monde*, en juillet 1984, des différents « stages » censés donner du travail à 800 000 jeunes : *« L'effet de la politique de formation des jeunes sur l'évolution du marché du travail d'une année sur l'autre est évalué à 39 000 chômeurs de moins* (...) *Encore faut-il observer que le résultat est dû, pour 37 000 d'entre eux, au maintien dans le système scolaire initial ; les stages de 16-18 ans et ceux de 18-21 ans étaient crédités, respectivement, de 2 000 chômeurs de moins et de... zéro. »*

N. J.

EMPAIN-SCHNEIDER

La pieuvre sur l'Etat

Les négociations sur le sort de Creusot-Loire ont repris mercredi 12 septembre. Le refus de tout licenciement devrait être lié. a l'expropriation du groupe Empain-Schneider. Depuis le temps qu'il pompe les fonds publics...

On peut tourner l'affaire Creusot-Loire dans tous les sens, le premier des paradoxes est bel et bien que ce groupe soit privé. Si Empain-Schneider a échappé aux nationalisations de l'après-mai 1982, les fonds publics n'échappent pas au groupe Empain. Socialisation des pertes, appel aux crédits d'Etat, marchés d'intérêt public, clientèle des entreprises nationalisées (EDF, SNCF...), c'est pour bonne part la poche du contribuable qui remplit les caisses de Schneider.

En 1982, l'empire épargné par la nationalisation est de taille. Les classements des 1 000 premières entreprises françaises suivant leurs chiffres d'affaires paru dans le journal *l'Expansion* en décembre 1983 en donne une idée. Schneider (métallurgie) est classée 9e à égalité avec Peugeot PSA et devant Rhône-Poulenc (11e) et Péchiney (13e). Creusot-Loire est 21e, à égalité avec Alsthom-Atlantique, Spie-Batignolle, une filiale d'Empain Schneider est 27e. Deux autres filiales, Jeumont et Merlin-Guérin, sont 64e ex aequo, les chantiers navals de Nord-Méditerranée, 66e, Framatome clôture le palmarès du groupe à la 78e place. La somme des chiffres d'affaires des entreprises citées frise les 90 milliards de francs (trois fois plus que Péchiney...), le groupe emploie environ 130 000 travailleurs.

Les fonds publics pompés

A défaut de nationalisation, le gouvernement socialise (déjà) les pertes du groupe Empain. Les principaux secteurs déficitaires dans la branche sidérurgie sont transférés aux nationalisées. La Société métallurgique de Normandie, les filiales de l'Ondaine, Pamiers, Saint-Chély d'Apcher, la société Imphy, au total quelques quinze mille travailleurs rejoignent le domaine d'Usinor et de Sacilor. Ernault Somua (machine-outil) est détaché du groupe Empain. Ces restructurations financées par les fonds publics répondent parfaitement aux projets de restructuration du groupe. Le gouvernement refuse seulement l'abandon déjà planifié des chantiers navals de Dunkerque. Il remet entre les mains de Schneider la société Nord-Méditerranée (Dunkerque, plus La Ciotat et la Seyne), pôle privé de la construction navale face aux chantiers d'Alsthom-Atlantique nationalisés.

Avec constance, Empain pompe allègrement les fonds publics. La société Nord-Méditerranée a reçu deux milliards de crédits en 1983-84. Creusot-Loire doit 1,2 milliards à sa filiale Framatome (dont l'Etat détient 50 % du capital à égalité avec Creusot-Loire moyennant 500 millions de francs versés du premier au second... !) Les prêts bancaires, subventions publiques et autre prêts participatifs, accordés par le gouvernement fin 1983 à Creusot-Loire — à la demande de Pineau Valencienne récemment décoré de la Légion d'honneur ! — approchent les deux milliards de francs. Il suffirait d'une simple addition pour conclure simplement : les fonds publics versés font de l'Etat le réel propriétaire du groupe Empain-Schneider.

Schneider devrait indemniser l'Etat

Et sans exagérer, cette conclusion là est encore au-dessous de la réalité. Car si l'on détaille la clientèle du groupe et ce depuis des années, on trouve encore et toujours les fonds publics. Le principal client de Framatome (chaudières de centrales nucléaires), depuis des années est évidemment l'EDF. Un coup d'œil sur la liste des entreprises participant à la construction d'une centrale vous donne quasimment la liste des sociétés du groupe Empain : de Neyrpic à Jeumont-Schneider en passant par Creusot-Loire, Spie-Batignolle et Merlin-Guérin ; des pompes aux commandes électriques en passant par le génie civil, la chaudière et les contrôles de commande. Creusot-Loire et Jeumont participent à la construction du TGV, le parc des machines électriques de la SNCF sort pour bonne part... de Creusot-Loire et de Jeumont. On peut encore allonger la liste : de l'industrie d'armement (Creusot-Loire Saint-Chamond), à l'aménagement des villes où les filiales d'Empain-Schneider se retrouvent de l'immobilier à l'installation du chauffage... Précisons donc la conclusion précédente : l'expropriation du groupe Empain-Schneider ne suffirait pas, c'est pratiquement le versement d'indemnisations de Schneider à l'Etat, qu'en toute bonne justice, les travailleurs et contribuables de ce pays sont en droit d'exiger.

Pas un travailleur de trop

Le chantage au modernisme, les menaces de suppressions d'emplois considérables masquent tout simplement ces évidences là. Les syndicats, les travailleurs du groupe Empain ont toutes les raisons d'exiger du gouvernement, la nationalisation du groupe, sans indemnité ni rachat. Cela va de soit. Ceux du Creusot ont imposé le retrait du plan Fives-Lille, les travailleurs des chantiers navals luttent depuis un an contre les suppressions d'emplois de Dunkerque à La Seyne. Il est temps de mettre fin aux manœuvres d'Empain.

Ce groupe fait partie du paysage, des voies ferrées aux installations portuaires en passant par les villes et les centrales nucléaires. C'est bien ce potentiel de production qui doit être intégralement rendu à ceux qui le font vivre, et mis au service de la satisfaction des besoins en équipement de la population, au lieu de servir de fonds de rente aux propriétaires privés du groupe Empain. Dans cette restructuration là, il n'y aura pas un travailleur de trop.

Michel Morel

Les tentacules

« Affaire banale dans une société capitaliste libérale », concluait en gros, Yvon Chotard, responsable du CNPF à propos de l'affaire Creusot-Loire. La bonne santé globale du groupe Empain-Schneider explique ce cynisme tranquille. Les affaires des filiales du groupe ces dernières semaines vont bien. Spie-Batignolle, géant des grands travaux (société du groupe Schneider spécialisée dans les installations portuaires, les lignes ferroviaires, les canalisations...), vient d'investir cinq cents millions à Cergy-Pontoise dans la région parisienne. Les 3 500 salariés aujourd'hui dispersés dans plusieurs immeubles de la capitale seront regroupés dans les 90 000 mètres carrés de bureaux construits d'ici 1988. D'autres filiales du groupe devraient les rejoindre dans les années qui viennent.

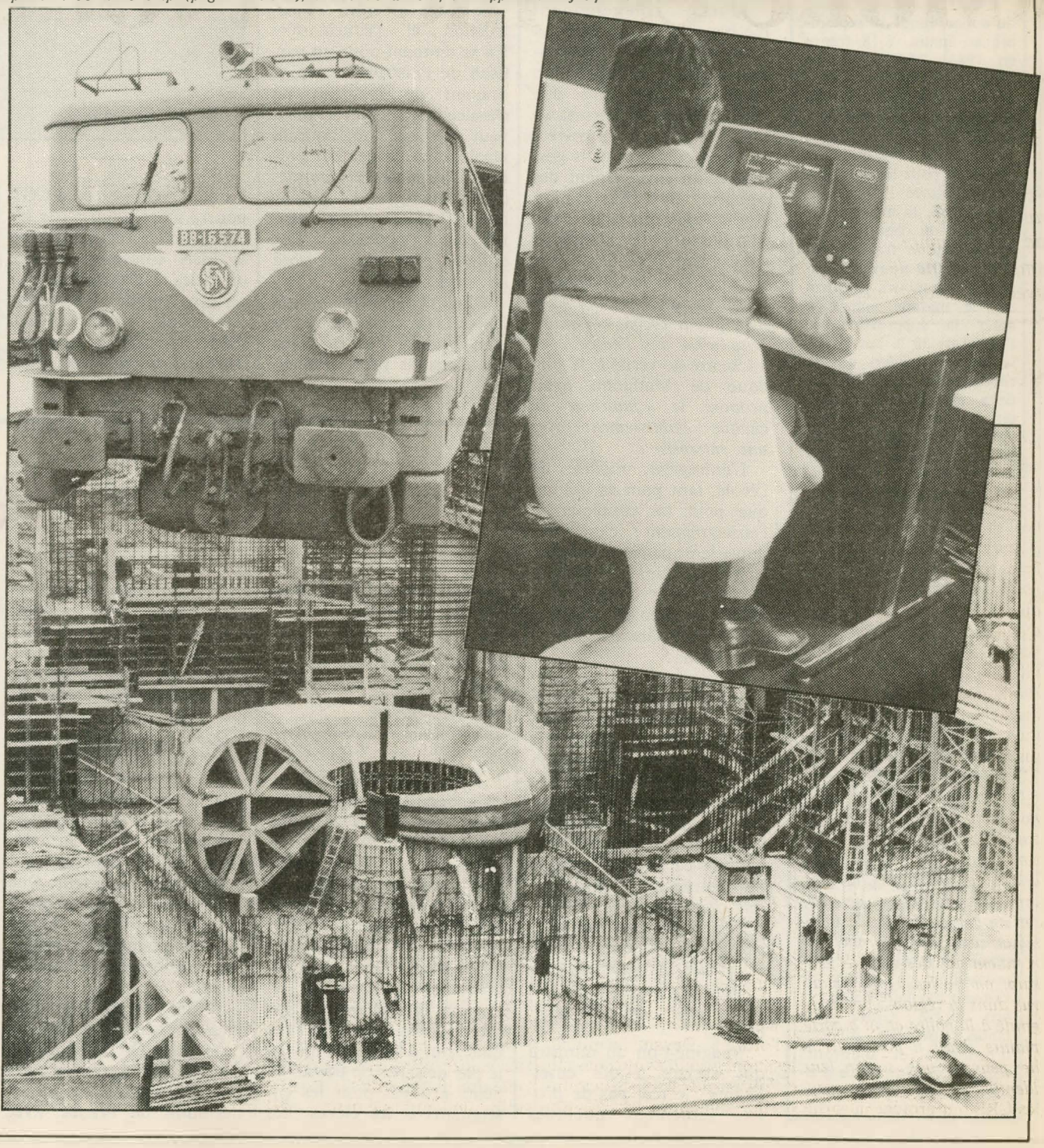
Merlin-Guerin, cinquième constructeur mondial d'appareillages électriques très haute et moyenne tension, vient de racheter en Italie l'entreprise d'équipements électrique Magrino Galileo (plan de redresssement et licenciements à l'appui), et de prendre le contrôle d'une entreprise au Portugal.

Jeumont-Schneider, tout en diversifiant ses activités en passant notamment des accords avec la société américaine Wang (électronique, bureautique...), pour conforter ses débouchés aux USA, complète ses activités ferroviaires en récupérant l'unité de traction de Creusot-Loire, l'entreprise Carrel et Fouché (fabrication de wagons), et prend la totalité du contrôle de la société MTE (matériel de traction électrique déjà détenue à 50 % par Jeumont).

Les bonnes affaires des filiales l'emportent sur la défaillance déclarée de Creusot-Loire. Une preuve s'il en est besoin : les actionnaires de la SPEP (société parisienne d'études et de participation, société financière clé dans le contrôle du groupe Empain), se sont vu verser environ 24 francs de revenu (dividendes plus avoir fiscal), au titre de l'exercice 1983, pour chaque action de 25 francs. Un rendement de 100 % quasimment ! Le conseil d'administration reconnaissant a reconduit dans leurs fonctions le PDG Pineau Valencienne et le baron Empain.

M. M

Parc machines de la SNCF, construction d'une centrale nucléaire (Bugey), télématique, bureautique... le groupe Empain-Schneider frappe partout. Même Fusalp (page ci-contre), vêtements de ski, lui appartenait jusqu'en 1982.



LA LUTTE DES OUVRIERES DE FUSALP

«Moi,c'est moi,et toi,tais-toi»

Depuis plusieurs mois, les trois cents ouvrières de Fusalp ont su gagner le soutien de toute la région à leur lutte pour le maintien de leur emploi. Mitterrand, en visite en Savoie, empêtré dans le tapis rouge qu'il partage avec le patronat ne les a sûrement pas remarqué !

• De notre envoyée spéciale

Il aura fallu l'attaque violente par un commando dirigé par les cadres de l'entreprise pour que la presse nationale s'intéresse au sort des ouvrières de Fusalp. *« Alors que cela fait plus de huit mois que l'on se bat pour nos emplois »*... Remarque désabusée. Un brin d'agacement perce dans la voix de cette ouvrière qui vient relever la garde du stock Fusalp — 2,5 milliards de centimes— que les ouvrières et ouvriers organisent jour et nuit depuis le 11 janvier 1984.

« Quand ils sont venus nous attaquer le lundi 3 septembre au matin, en plus des cadres, il y avait une dizaine d'hommes de main, tatoués, armés de matraques, de barres de fer et même de couteaux à cran d'arrêt. Ce n'étaient pas des gens de Fusalp, on ne les avait jamais vus dans la région. On l'a signalé à la police et on a porté plainte. Mais il parait qu'ils ne peuvent pas savoir leur identité. » Lorsque, le soir, les CRS ont protégé la sortie des cadres, les individus en question s'étaient mystérieusement volatilisés, y compris à la barbe de la police présente depuis le matin. Louche, non ?

Les ouvrières s'attendaient à une intervention des CRS, depuis le verdict du tribunal du 31 juillet donnant son accord à la « solution » de reprise par les cadres d'Annecy. Elles avaient déjà eu auparavant deux arrêtés d'expulsion sur le dos. Ce n'était pas fait pour les intimider : *« La preuve, on est toujours là. »*

Mais l'intervention de ce commando, c'est inadmissible. Quand elles parlent des cadres, la colère gronde dans leur voix : *« Ce sont des truands. »* Dès l'intervention du commando, les ouvrières ont téléphoné aux pompiers et à la police d'Albertville et de Chambéry, lesquels ont envoyé une vingtaine de « gardiens de l'ordre ». Devant la mobilisation grandissante des ouvrières des deux usines Fusalp, soutenues par les travailleurs de la vallée, et devant leur détermination — elles s'étaient armées, elles aussi —, le préfet a dépêché deux compagnies de CRS... pour protéger la sortie des cadres. *« Sans les CRS, les cadres auraient passé un mauvais quart d'heure. Et nous, on aurait eu l'identité des voyous ! »*

Mondialement connu pour sa fabrication de vêtements de sport, Fusalp comprend trois entreprises : deux exclusivement de production à Albertville et Saint-Jean de Maurienne. La troisième est à Annecy avec le siège social et les services commerciaux. Elle emploie essentiellement un personnel féminin.

Le tribunal d'Annecy avait à trancher en juillet dernier entre « deux » solutions. La premiéere, présentée par le groupe Henriot Amsallem, maintenait l'activité des trois entreprises avec des licenciements et du temps partiel. La seconde était celle des anciens cadres d'Annecy regroupés en association, qui supprimait les deux unités de production d'Albertville et de Saint-Jean de Maurienne. A la stupéfaction générale — il a dû y avoir des pots-de-vin, estiment les ouvrières —, c'est cette dernière qui a été retenue ; elle raye plus de trois cents emplois dans cette vallée des Alpes où il n'existe pas d'emplois féminins de remplacement.

Les ouvrières de Fusalp sont aguerries. Cela fait plus de trois ans que l'entreprise connaît des soi-disant difficultés. En fait cela fait un moment qu'une partie de la production se fait à Macao et récemment au Portugal. Une première charrette de licenciements avait déjà eu lieu lorsque l'entreprise a été rachetée, en 1982, au groupe Empain-Schneider par « le Refuge ». Puis, fin 1983, la nouvelle direction annonce des mesures de chômage technique et un plan de restructuration qui supprime deux cents emplois et l'usine d'Albertville.

Depuis huit mois elles occupent

C'est pour faire obstacle à une manœuvre de la direction qui essayait d'évacuer le stock sous couvert de faux bordereaux de commande que les ouvrières ont occupé l'entrepôt.

« Quand je pense qu'ils ont essayé de nous faire passer pour des voleuses ! » Le stock, c'est le nerf de la guerre. *« Sans cela nous serions toutes au chômage depuis plusieurs mois ! »* Sans cela, disent-elles, et sans le soutien rencontré dans cette région durement touchée par le chômage et les plans patronaux (Cit-Alcatel, PCUK, Ugine, la Sofrem, etc.). Les travailleurs et la population ont répondu massivement aux nombreuses initiatives que les ouvrières ont prises pour tenter de sauver leur emploi : manifestations, opération ville morte, opération escargot, cortège d'enfants à Annecy, etc.

« On ne compte que sur nous-mêmes »

Le stock, c'est deux mille m2 d'entrepôt au cœur de la zone industrielle de Chiriac, à la sortie d'Albertville. Il en a fallu de la détermination et de l'obstination pour occuper pendant huit mois. Celles d ' Albertville et celles de Saint-Jean de Maurienne (situé à une cinquantaine de kilomètres de là) le disent : *« Ça n'a pas toujours été facile, avec les enfants, la famille, etc. »*

Depuis lundi soir, les CRS gardent l'entrée. Scène insolite : sous la banderole *« Usine occupée »*, ils sont quatre à cinq CRS, en sentinelle. A côté, sous un abri en tôle ondulée entouré de trois camping-car, l'équipe de grévistes qui a passé la nuit essaye de se réchauffer autour d'un café. Un chien jaune, les pattes boueuses de la pluie de la nuit vient quémander. Cachés de la vue par le coude que fait la route, les cars de CRS.

Les commentaires vont bon train sur la journée d'hier à Annecy où les ouvrières se sont rendues — deux bus pleins — pour manifester devant le tribunal qui devait examiner la demande d'appel faite par la société Henriot Amsallem et par la section CFDT. *« Le résultat définitif sera donné lundi prochain »*, *« mais, de toute façon, on ne compte que sur nous-mêmes »*. La veille, certaines avaient entendu Fabius à « L'heure de vérité » et l'expression *« Moi, c'est moi, et lui, c'est lui »* tournée en dérision : *« Moi, c'est moi, et toi, tais-toi »*, illustrait bien le sentiment général.

L'après-midi, un autobus avait été loué pour aller manifester sur le passage de Mitterrand se rendant au Conseil général, présidé par le RPR Barnier. Un dossier devait être remis au conseiller technique de Mitterrand. Le tout sans grand espoir : *« Que voulez vous qu'on attende de lui, alors qu'il laisse faire des dizaines de milliers de licenciements au Creusot, dans l'automobile ? »*

Pourtant, passant outre à la proposition du permanent de l'UD-CFDT de Chambéry qui leur suggérait de porter une motion au cabinet du préfet plutôt que de manifester, vu leur faible nombre, elles ont sorti leurs banderoles et les ont portées devant la préfecture : *« Au moins, qu'on nous voit ! »*

La décrispation ? Ce ne sont pas les cadres de Fusalp qui vont aller leur en parler.

Sonia Folloni

Les va-t-en guerre

Le ton de la droite occidentale a changé : plus militariste et irresponsable que jamais, elle affiche désormais sans vergogne et à la moindre occasion son penchant pour la guerre.

Ronald Reagan fait cet été un essai de micro et « plaisante » cyniquement : « Le bombardement de l'URSS va commencer ». *Ses conseillers rient de ce bon mot. L'homme qui a toute chance de demeurer encore quatre ans à la tête de la plus grande puissance militaire de la planète serait-il un malade dangereux ?*

Des révélations récentes confirment les rumeurs les plus folles qui avaient circulé au moment de la guerre des Malouines. Thatcher a non seulement dépêché des éléments des forces nucléaires britanniques sur place, mais elle a encore envisagé de sang froid la vitrification de Cordoba. La « solution finale » pour 8 000 Argentins sacrifiés à la gloire de l'impérialisme britannique, il fallait oser y penser...

A l'instar de ces sinistres personnages, les classes dominantes des principaux pays occidentaux s'assurent désormais les services d'un personnel politique prêt à tout ou presque. Que l'on pense à Mulroney, le nouveau Premier ministre canadien, où encore à Chirac.

Seuls la résistance des travailleurs et le caractère massif des mobilisations pour la paix en Europe limitent les marges de manœuvre des classes bourgeoises, les empêchent de pousser ce « nouveau » personnel politique sur l'avant-scène sans retenue. Que la digue vienne à se rompre, ici où là, et alors le pire serait à craindre pour l'humanité tout entière.

Il ne suffit donc pas, pour le mouvement ouvrier, de dénoncer au nom de la paix et des libertés, les Pinochet ou les Hassan II, les Pieter Botha ou les Markos, sans paraître prendre la mesure de ceux qui les inspirent et les protègent dans les citadelles impérialistes. La lutte opiniatre contre la propagande capitaliste est à cette fin plus que jamais à l'ordre du jour.

Il y a un an, la destruction d'un Boeing sud-coréen au-dessus de l'extrême Orient soviétique avait déclenché, à l'Ouest, une campagne hystérique, sur « l'empire du mal ». *Le fait est que tous les experts indépendants qui se sont penchés sur le sujet mettent maintenant en cause la responsabilité directe des services d'espionnage américains. Le caractère de la riposte de la bureaucratie à cette occasion ne saurait le faire oublier.*

De la même manière, sous le prétexte d'un minage qui reste à prouver du Canal de Suez par des commandos que l'on a dit, ici, venus de Libye ou d'Iran, les gouvernements occidentaux ont déployé dans cette zone stratégique un formidable dispositif militaire.

Si les menaces d'une guerre générale paraissent aujourd'hui au moins tendantiellement se renforcer, c'est bien avant tout aux puissances impérialistes qu'on le doit et à la droite immonde que la bourgeoisie s'efforce de mettre en selle dans ses principales places fortes.

Jean-Louis Michel

TURQUIE

Le prix d'une répression féroce

Quatre ans après le putsch militaire et malgré l'instauration d'un gouvernement civil, la répression se poursuit dans un pays clé pour l'impérialisme.

Le 12 septembre marquera le quatrième anniversaire du coup d'Etat militaire en Turquie qui amena au pouvoir la junte du général Kenan Evren. Celui-ci est actuellement président de la République, les civils sont revenus aux affaires, mais la répression est loin de s'être atténuée.

Une période d'essor

Ce putsch est intervenu alors que la société turque s'enfonçait dans le chaos économique, politique et social, et que l'Etat turc était au bord de la banqueroute. Le gouvernement de Suleyman Demirel, chef du parti de la droite traditionnelle, le Parti de la justice, au pouvoir depuis moins d'un an s'avérait tout aussi incapable que celui de son prédécesseur social-démocrate Bülent Ecevit d'apporter une solution stable. Les affrontements armés opposant notamment la gauche révolutionnaire aux fascistes faisaient, au rythme de trente morts par jour, 5 000 victimes. La lassitude des couches populaires face à ce chaos explique la passivité ou la résignation avec lesquelles le coup a été accueilli.

Avec le coup d'Etat militaire du 27 mai 1960 et le régime parlementaire qui lui succèdera, débute une période d'accumulation rapide du capital industriel. Cette période se prolongera jusque dans les années 1970. Elle marque l'hégémonie de la bourgeoisie industrielle et le phénomène de concentration et de centralisation du capital. En témoigne la part de l'industrie qui, à partir de 1977, dépassera celle de l'agriculture dans le produit national brut.

Une deuxième reprise économique relative sera initiée après le putsch de 1971 à l'issue duquel les militaires remettront le pouvoir en 1973 à Bülent Ecevit, leader du Parti républicain populaire, lié à l'Internationale socialiste.

La tendance économique des années 1960 va s'inverser à partir de 1977 : la croissance se ralentit et elle devient négative en 1979, la production industrielle chute, les investissements privés diminuent tandis que le déficit extérieur s'accroit et que la dette extérieure atteint les 15 milliards de dollars. L'inflation dépasse les 100 % et le chômage s'étend dramatiquement, renforçant le nombre de travailleurs émigrés (3 millions à l'heure actuelle, qui constituent une source de devises importante).

Frappée par les conséquences de la crise de son économie nationale et celles de la crise du capitalisme mondial, la Turquie se voit fortement conseiller l'application des consignes du FMI. C'est le sens du programme économique de janvier 1980 dont le principal artisan est Turgut Ozal. Ce dernier, qui sera ministre de l'Economie de la junte jusqu'en juillet 1982, ne propose pas qu'un simple programme d'austérité. Il avance une orientation de restructuration du capital satisfaisant aussi la bourgeoisie industrielle.

Le retour programmé des civils

C'est dans ce contexte qu'est mise en place la junte, émanation de l'ensemble des corps d'armée. Elle va instaurer une terreur légale qui va s'abattre sur l'ensemble du mouvement ouvrier, syndicalistes et militants politiques, et sur le mouvement national kurde. Les arrestations se chiffrent en centaines de milliers, les condamnations à mort par milliers. La torture est systématique, en prison ou lors de la simple garde à vue.

Amnesty international, dans son bulletin *Chroniques* du mois de juin 1984, trace le lourd bilan de la répression et de la centaine de morts sous la torture. Face à l'entreprise qui vise à les briser, les détenus politiques se sont révoltés, et ont organisé plusieurs mouvements de grève de la faim. En juin dernier, trois grévistes de la prison d'Istamboul succombaient. De larges secteurs de l'avant-garde ouvrière turque sont dans les geôles du régime ou en exil.

Le processus de retour à un gouvernement civil a été entamé par le référendum constitutionnel du 7 novembre 1982. Le fait que la propagande pour le « non » ait été interdite ne suffit pas à expliquer l'énorme succès des « oui ». Plus de 90 % des électeurs approuvaient le projet qui liait l'élection à la présidence de la République et la constitution de la junte en Conseil de la présidence à la promesse d'élections législatives et à l'autorisation de certains nouveaux partis.

Ce premier pas vers la résolution des contradictions au sein de la classe dominante se concrétise un an plus tard, le 6 novembre avec les élections législatives que remporte l'*Anavatan* (Parti de la mère patrie) de T. Ozal avec la majorité absolue des sièges. Le Parti social-démocrate, formé par une partie des cadres du PRP, interdit avec tous les autres partis par la junte, fut écarté de la consultation.

Malgré le gouvernement civil, la répression ne s'est pas démentie comme l'attestent les témoignages sortis des prisons. Cela n'empêche pas le Conseil de l'Europe de se satisfaire des élections pour voter la réintégration de la Turquie en son sein, le 7 mars dernier. Il faut y voir là la confirmation de la place stratégique de ce pays dans le dispositif régional de l'OTAN.

Cette place s'est encore accrue depuis la révolution iranienne et l'occupation de l'Afghanistan. La situation au Proche-Orient et la guerre Iran-Irak rendent encore plus décisif pour l'impérialisme une Turquie stable. Même au prix d'une répression féroce.

Jean-Jacques Laredo

Rectificatif

Une faute s'est glissée dans la note de notre article sur la Corse, la semaine dernière. Il fallait lire : « A Fiumara (...) qui entretient des liens fraternels avec la LCR. » et non pas avec les CCR...

RELATION EST-OUEST

Un coup de barre de Moscou ?

Coup sur coup, la bureaucratie soviétique fait annuler les déplacements prévus de plusieurs dirigeants d'Europe orientale en République fédérale allemande. Parallèlement, elle limoge le maréchal Ogarkov, chef de file de l'état-major général. Autant de « gestes » qui sont chargés d'une lourde signification politique.

L'annulation à une semaine d'intervalle des visites officielles que devaient effectuer, à Bonn, le premier secrétaire du PC est-allemand, Erich Honecker, et le chef de l'Etat bulgare, Todor Jivkov, constitue l'un de ces « signaux » par lesquels les maîtres du Kremlin font connaître leurs intentions à leurs adversaires comme à leurs alliés.

Avec un bel ensemble, les « soviétologues » occidentaux ne veulent voir dans les dernières démarches des dirigeants du Kremlin que le signe d'une « globalisation » par Moscou des relations Est-Ouest. L'éditorial du *Monde* du 11 septembre, résumant cet état d'esprit, explique : *« L'ancien président Carter voulait naguère que la détente soit indivisible. Le Kremlin reprend la formule en la renversant : il proclame le caractère indivisible de la guerre froide.»le Monde* conclut à l'adresse des dirigeants occidentaux : *« Il serait pourtant naïf de croire que les Soviétiques attendent seulement l'élection présidentielle américaine pour reprendre leur place à la table des négociations. Il faudrait d'abord, en tout état de cause, qu'ils se convainquent qu'ils n'obtiendront, par la menace, aucune concession unilatérale des occidentaux. »* Joli tour de passe-passe en vérité qui consiste à attiser un climat de guerre froide, en en prêtant l'initiative à Moscou.

Les préoccupations du Kremlin

Pourtant, la bureaucratie soviétique n'a nullement manifesté son intention de geler l'ensemble des rapports Est-Ouest. Pour preuve, Gromyko se rendra à New York, à la différence de l'an dernier, pour assister à l'assemblée générale de l'ONU. Il y rencontrera, le 26 septembre prochain, le secrétaire d'Etat américain, George Schultz. On prête même l'intention à Reagan de s'offrir, à cette occasion, un nouvel atout électoral en recevant Gromyko à la Maison-Blanche.

Ces relations politiques au plus haut niveau entre l'URSS et les pays occidentaux se vérifient aussi au plan des relations économiques et commerciales. La politique de Jaruzelski en ce domaine , inconcevable sans l'aval de Moscou, en est une preuve éclatante. La situation économique et financière des pays de l'Est en général est telle que les dirigeants du Kremlin n'ont guère le choix.

En revanche, la bureaucratie manifeste une extrême sensibilité à la question allemande et à tout ce qui pourrait remettre en cause le partage de l'Europe. A ce titre, elle ne peut que s'inquiéter du changement de ton des occidentaux lorsque G. Schultz déclare que les Etats-Unis n'accepteront *« jamais l'idée de la division de l'Europe »* ; lorsque Reagan « dément » que ses prédécesseurs aient consenti à Yalta à un quelconque partage du continent européen *« en zones d'influence »* ; lorsque Mitterrand propose de *« sortir de Yalta »* en approuvant bruyamment les plans de guerre de l'OTAN ; lorsque les dirigeants de Bonn remettent, à leur manière, sur le tapis la question de l'unité de la nation allemande ; lorsqu'enfin un général allemand est nommé responsable des plans nucléaires de l'OTAN. Moscou est prise au piège, sur la défensive : ses partenaires ne jouent plus le jeu, ou en tout cas plus comme avant.

Tchernenko

La solution ne réside pas pour le mouvement ouvrier occidental comme pour le mouvement pacifiste à se mettre à la remorque des bureaucrates, comme l'ont fait récemment certaines fractions du mouvement de paix ouest-allemand venues à Berlin-Est faire acte d'allégeance à Honecker.

En dépit de leurs divisions, il n'y a rien à attendre de messieurs les bureaucrates, qu'ils soient soviétiques, allemands de l'Est ou hongrois, si ce n'est une tentative de trouver un nouvel arrangement avec leurs frères ennemis des gouvernements capitalistes. La lutte contre les menaces impérialistes, celles de Reagan et de l'OTAN comme celles des bourgeoisies occidentales, doit se conjuguer avec le refus de la domination bureaucratique à l'Est et du statu quo contre-révolutionnaire que les uns et les autres contribuent à perpétrer.

La querelle des anciens et des nouveaux

Le limogeage du maréchal Ogarkov et son remplacement par le maréchal Akhromeev, alors que l'on dit Oustinov, le ministre de la Défense, gâteux, souligne les fortes tensions auxquelles est soumise la bureaucratie. Ce changement d'hommes a surpris en effet à plus d'un titre : en premier lieu parce qu'il y a longtemps que l'on n'avait assisté à pareille purge à la tête de l'appareil militaire dans un contexte réputé « d'immobilisme » au sommet du parti et de l'Etat.

L'hypothèse d'un nouveau coup du lobby militaro-industriel, sous la direction d'un Romanov postulant au remplacement d'Oustinov est d'autant moins convainquante que le limogé d'aujourd'hui a souvent été présenté dans le passé comme le porte-parole de ce soi-disant lobby.

En revanche, une chose paraît certaine : les prises de positions « audacieuses » d'Ogarkov ne pouvaient que provoquer de graves contradictions dans l'appareil. Autant que l'on sache, il s'était prononcé fermement contre l'idée, stupide, selon laquelle une guerre nucléaire pourrait être gagnée par l'URSS à moindres frais. Sur fond de tensions internationales il est probable que cette vieille perspective stratégique irresponsable, héritée des années soixante et jamais totalement liquidée, revienne en force.

Fort de ses convictions, l'ancien chef de file de l'état-major, appelait de ses vœux une modernisation du dispositif soviétique, plus basée sur les améliorations qualitatives de l'armement et de la production que sur la réalisation des quotas quantitatifs fixés par les plans militaires. Victime — provisoire ? — de cette querelle des anciens et des modernes, désormais traditionnelle en URSS, Ogarkov ne saurait pour autant être présenté comme « le pacifiste » de l'état-major soviétique, comme le laisserait presque entendre Adler dans *Libération*.

Il reste que toute nouvelle inflexion de la stratégie militaire soviétique vers « l'inéluctabilité » de la guerre aurait des conséquences très négatives au plan international, tant à l'Est qu'à l'Ouest.

Jean-Louis Michel

LES HOMOSEXUELS A CUBA

Une coupure importante

Sous le règne du dictateur Batista, La Havane était la capitale de la prostitution en Amérique latine. Le gouvernement de Fidel Castro dont une des priorités était la lutte contre la corruption a été un peu vite en besogne : il a confondu prostitution et homosexualité. Cette erreur dramatique, reconnue depuis par la direction cubaine, ne s'efface pas facilement.

La direction devrait penser en terme d'auto-organisation des minorités. C'est à ce prix seulement que les erreurs dramatiques commises et la coupure qui en est résultée pourront être oubliées.

La diffusion par la télévision française du film documentaire de Nestor Almendros *Mauvaise Conduite* a révélé brutalement une réalité accablante : celle des homosexuels cubains. Certes, il s'agit à l'évidence d'un film de propagande où la réalité subit d'importantes distorsions, mais ce film s'appuie sur plusieurs faits et événements vérifiés. L'interview par le journal homosexuel *Gai-Pied* de deux dirigeants du Parti communiste cubain constitue un petit événement. Les docteurs Lajonchère et Krause, membres du « Groupe national de travail et d'éducation sexuelle cubain », représentent en effet le point de vue officiel.

L'immense Las Vegas de Batista

Sous le règne de Batista, Cuba avait été transformé en un immense Las Vegas. Tous les hôtels avaient leur night-club et la vie nocturne de La Havane était sous le contrôle des gangs de mafiosi liés au pouvoir. Jean Lamore, auteur d'un petit livre sur Cuba (dans la collection « Que sais-je ? ») peut écrire que La Havanne était *« la capitale de la prostitution en Amérique latine »*, que *« des fortunes s'amoncelèrent grâce à la protection officielle de cette corruption (...) Batista ayant fait de La Havane un lieu de rendez-vous pour les riches touristes américains, tint à y écraser complètement l'opposition. »* Répression, corruption, prostitution, impérialisme forment un tout indissociable. En 1956, trois ans avant la victoire de la révolution, dans le discours qu'il prononce à son procès qui suit la tentative manquée d'attaque de la caserne de La Moncada, Fidel Castro appelle à lutter contre la corruption. Il en fait un point primordial de son programme.

Le « moralisme » qui est partagé par de nombreux mouvements révolutionnaires dans les pays du tiers monde est une réaction politique à la place démesurée qu'occupe, dans des économies extrêmement pauvres, la corruption. Il est des villes en Thaïlande, à Haïti, à Ceylan où se combinent une misère extrême et la richesse outrancière. Là, le vice signifie oppression, terrorisme, destruction et mort. Il n'a rien à voir avec un jeu de contestation de la morale dominante.

Des centaines de milliers de gens dépendent pour leur survie de leur intégration à ces réseaux de corruption qui participent à la déculturation et à la démoralisation. L'homosexualité a sa place dans ce commerce débilitant. Le fait même qu'elle soit réprimée, ou socialement condamnée, dans les pays occidentaux, aggrandit la place qui lui est réservée dans cet univers que ces mêmes pays traitent comme une poubelle.

Des « camps de rééducation »

A partir de 1961, et de la tentative lamentable de débarquement de la baie des Cochons, les Etats-Unis utilisent tous les moyens pour tenter de renverser le régime cubain. En 1962, le gouvernement de Fidel Castro décide la fermeture de tous les lieux liés à la prostitution à La Havane, hérités de la période de Batista et qui constituent un relai permanent pour l'impérialisme américain. Quelques années plus tard, en 1965, des « camps de rééducation » sont destinés à recevoir les homosexuels. L'affaire, soigneusement exploitée, porte un coup considérable au prestige de Cuba chez les intellectuels du monde entier. Ils seront finalement fermés en 1969. Dans ces camps, on tente de convaincre, avec des méthodes inspirées de Pavlov, les homosexuels des mérites de l'hétérosexualité. On imagine que ce fut peine perdue !

Une erreur dramatique

Une erreur comme celle qu'a commise et reconnue la direction cubaine (*« Personne à Cuba n'est fier de ce qui a pu se passer dans les camps de l'UMAP qui ont été supprimés en 1969 »*, déclare le Dr Krause dans *Gai-Pied* ne s'efface pas facilement. Elle nourrit la coupure entre les homosexuels des nouvelles générations et le régime pour des dizaines d'années.

Indépendamment des caractéristiques machistes des traditions culturelles cubaines, l'homosexualité existe à Cuba, comme dans tous les pays d'Amérique latine, avec des particularités originales qui l'intègrent plus ou moins clandestinement à l'ensemble de la société. Cette homosexualité, composante de la culture cubaine au sens large, n'a rien à voir avec la prostitution importée ou tout au moins modelée par les touristes fortunés sous Batista. La direction cubaine a fait une grave erreur en assimilant les deux. Les traditions du mouvement révolutionnaire international étaient en la matière si faibles, l'exemple de l'URSS et de la Chine si contre-productif, qu'on peut comprendre pourquoi les Cubains ont pu la commettre.

Dès 1962, le Che dans un discours sur *« l'homme nouveau »*, avait mis en garde la direction cubaine contre les erreurs importantes que, du fait de son histoire, elle était susceptible de commettre dans le champ culturel.

L'interview des Dr Lajonchère et Krause montre la capacité de la direction castriste à comprendre de telles erreurs et à tenter de les rectifier. On peut parier qu'aucun officiel d'un pays de l'Est n'ira s'exposer à donner une interview à un journal comme *Gai-Pied*. On aurait tort d'y voir une manœuvre.

« Comme n'importe quel citoyen »

Les Dr Krause et Lajonchère reviennent de Hollande, où ils ont été invités par le gouvernement, à l'initiative de jeunes communistes hollandais homosexuels (membres d'un comité de solidarité avec Cuba) afin d'étudier dans ce pays l'intégration des homosexuels à la population. Ils déclarent dans *Gai-Pied* avoir été *« très étonnés que des membres du Parti communiste se déclarent homosexuels »* et constatent que l'intégration n'a pas, en dépit de tous les efforts, été réalisée dans ce pays.

En ce qui concerne leur action à Cuba, ils expliquent : *« Ce ne sont hélas pas les fonctionnaires ou les dirigeants d'un pays qui dictent à la population l'attitude qu'elle doit adopter. Toutefois nous allons essayer de rééduquer la population en lui faisant comprendre qu'un homosexuel n'est pas forcément un antisocial pervers ou un débile de caractère. Si la population pouvait comprendre cela, les homosexuels pourraient participer à la vie collective comme n'importe quel citoyen. »*

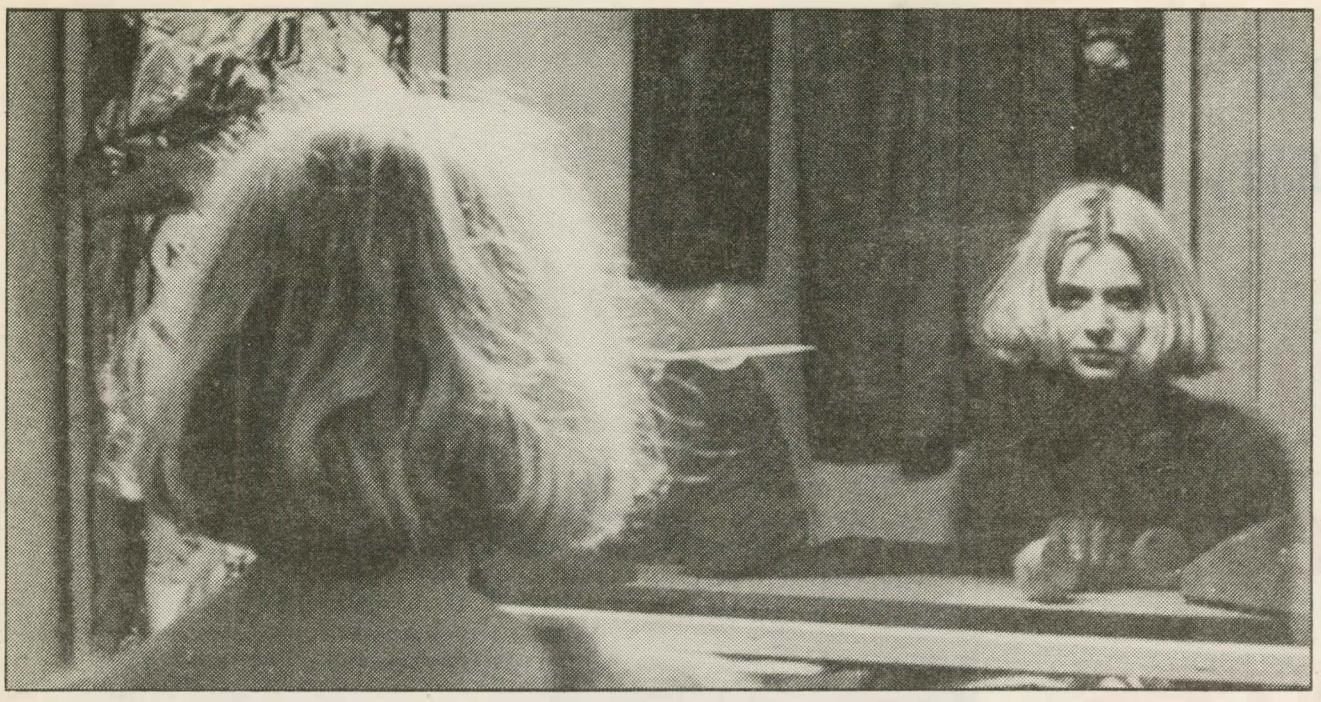
Si on peut se féliciter de ce souhait d'intégrer les homosexuels à la société cubaine, il reste que les Dr Lajonchère et Krause continuent malheureusement à raisonner en terme d'éducation. Le chemin sera d'autant plus long que les homosexuels ont été mis dans l'obligation d'être des opposants au régime et de refuser cette intégration, celle-ci étant synonyme de perte d'identité.

L'intégration des homosexuels dans une société qui les a rejetés aussi violemment que la société cubaine passe par leur droit à s'organiser de manière autonome ; quelle autre garantie pourrait permettre d'établir une certaine confiance et convaincre les homosexuels qu'ils ont leur place dans la société ?

Pourtant à la question posée par le journaliste : *« Si demain, il existait à Cuba un groupe de libération, quelle serait la réaction du gouvernement ? »*, le Dr Lajonchère répond : *« Je ne conseillerais pas aux homosexuels cubains une telle action qui ne serait sûrement pas favorable à un changement d'attitude de la population. »* Une telle déclaration montre le chemin qui reste à parcourir, l'ampleur du débat à avoir.

Les progrès considérables faits depuis 1959, et d'abord dans le domaine de l'éducation, par un pays où le régime a la confiance de la majorité de la population, devraient dans les années qui viennent obliger la direction à avoir un rapport moins paternaliste aux masses, à penser non pas seulement en terme d'éducation (des homosexuels hier, de la population aujourd'hui, de manière tout aussi illusoire...) mais en terme d'auto-organisation de la société et des minorités en son sein. C'est à ce prix seulement que les erreurs dramatiques commises et la coupure qui en est résulté pourront être oubliées.

Philippe Andréa



Paris , Texas

Face aux Etats-Unis, au cinéma américain, aux images de l'Amérique, l'attitude du cinéphile-cinéaste européen qu'est Wim Wenders est passée par différentes phases. Ses derniers films vont de l'intégration débarrassée de tout complexe (*Hammet*) à une prise de distance un peu excédée quoique toujours nostalgique (*l'Etat des choses*).

Paris, Texas fait le vide en ce qui concerne la référence et la citation. Le désir de mimétisme ou de connivence est cassé. Cette cassure, elle, est brandie par le titre : Paris. Texas. Une virgule n'y change rien. Quoi de commun entre ces deux univers, si ce n'est ce banal dénominateur : filmer des gens ? Un homme, sa femme, son frère, son fils, leurs rencontres et séparations, leurs relations qui sont les pôles de voyages « réels » et de voyages « intérieurs ».

Sujet, Père, Femme, ces voyages suivent pas à pas les traces d'un autre voyage, celui de la psychanalyse. Similitude d'autant plus repérable que, loin d'Hollywood, l'Amérique profonde est plutôt avare de signes et qu'il n'y a ici que sècheresse. Non pas une histoire sur ou avec les images américaines mais seulement une histoire américaine. Loin des références et des citations, il n'y a plus que sensibilité, émotion, grand cinéma. Purement et simplement.

P. G.

Au-dessous du volcan

Huston n'a peur de rien et surtout pas de la démesure, on le sait au moins depuis *Moby Dick* et *la Bible*. On se sent plus enclin à spéculer sur cette audace qu'à évaluer son résultat. A la fin de sa biographie, à la question classique du si tout était à refaire, il répond qu'il boirait moins. Cette audace et cet aveu sont la résonnance vraie de ce film. Le livre de Lowry est une éruption, un torrent de lave auquel on voyait mal une caméra se confronter ; il a aussi un aspect énigmatique dont on ne souhaite pas que l'image le clarifie trop.

Huston porté par une sensibilité toute personnelle, le Mexique, l'alcool, la frénésie, le dédain des mesures communes va au cœur de cette fournaise, de ce délire, de cette violence avec la nécessité de « l'économie », le souci de ramener ce fleuve en fusion dans un canal mieux fait pour les besoins du cinéma.

Opération réussie (lui seul le pouvait) quoique, paradoxalement, dans la prudence, ou certaine prudence. Les pitreries géniales d'Albert Finney, quasi coauteur du film, touchent à cette hallucination où Huston, peut-être, hésite à se lancer complètement. Peut-on lui reprocher d'être resté sobre ?

Piotr Gourmandisch

Girardot , Eastwood , Conan et quelques rois fainéants

Je ne sais pas si ce sont les 11 % de Le Pen ou l'entrée de Romério de « Légitime Défense » à la Mairie de Paris qui commencent à faire leur effet, mais le filon auto-défense/justice privée est en ce moment l'un des plus juteux du cinéma français ! Après *Légitime Violence* (sic), voici donc *Liste noire* d'Alain Bonnot. Film hautement (euphémisme) malfaisant, puant, et, (fort heureusement...) nul et laid. N'aurait été la tardive indignation de Girardot découvrant l'usage du film, il n'y aurait même pas eu matière à une ligne de commentaire...

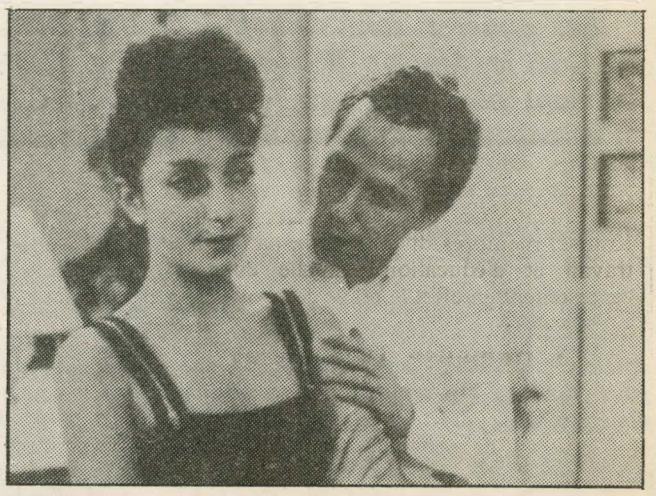
Même sujet (une femme se venge ; ici d'un viol...), *Sudden Impact*, le nouveau Clint Eastwood ne fait pas dans la dentelle — on me rétorquera, à juste raison, que ce n'est pas précisément le style de la maison —, OK, mais Eastwood en rajoute tellement dans le rayon armes à feu et violence qu'on est légitimement porté à se demander s'il n'y a pas quelque part un vague second niveau de lecture ! Surtout qu'Eastwood filme avec aisance, ce qui nous vaut de très beaux plans urbains et une excellente direction d'acteurs. En prime (un comble pour un type si fréquemment taxé de « macho »...) un portrait de femme blessée assez troublant (même si celui-ci est immédiatement contrebalancé par celui d'une virago hyperviolente et vaguement psychopathe...). Bref, un film doublement dangereux : d'abord idéologiquement, ensuite, parce qu'il est très bien foutu !

Richard Fleisher est le réalisateur entre autres des *Vickings* et de *Bandido caballero*. Chargé de réaliser le deuxième volet des aventures de *Conan le destructeur*, il a l'air de pédaler dans la purée. Le scénario est bien loin de valoir le diabolique et maléfique récit de Conan n° 1 ; mais il faut dire surtout que s'il n'avait pas eu Arnold Schwarzenegger pour meubler l'écran, Fleisher en aurait été réduit à tourner un vidéo-clip avec Grace Jones.

J'ai gardé pour la fin le morceau de bravoure de cette rentrée : *le Bon Roi Dagobert* de Dino Risi avec Coluche, Serrault et Tognazzi. Quand on pense (oh, nostalgie...) aux chefs-d'œuvre hier tournés par Risi (*Une vie difficile*, *le Fanfaron*, *les Monstres*, *la Marche sur Rome*...), toute velléité critique a tendance à se fondre dans une paresse de roi fainéant. Le film est un concours de rots, pets, et autres gaudrioles à côté desquelles le comique d'un Louis de Funès apparaîtrait presque comme une broderie anglaise. Même Serrault est mauvais... C'est dire !

Michel Laszlo

Les nuits de la pleine lune



Ce 4e volet du recueil « comédies et proverbes » est placé sous le patronnage d'un dicton de Champagne : « Qui a deux femmes perd son âme, qui a deux maisons perd sa raison ». La rencontre d'un cinéaste parisien, voire parisianiste, et d'un vague bon sens populaire (serait-il, proprement, comique) produit ce cinéma de l'insouciance où il y a aussi beaucoup de légèreté. Fables, fredaines et fariboles.

Les couples Paris/banlieue, travail/loisirs, mariage/indépendance participent à cette géographie humaine dont, de film en film, Rohmer se fait l'arpenteur. Très loin de toute préoccupation sociale, fidèle à un esprit de comédie, de dérision et sûrement de cruauté, Rohmer n'est pas dupe des bonheurs et des malheurs de ces jeunes gens des demi beaux quartiers.

On voit plutôt qu'il se livre à un travail méticuleux sur le lieu commun, l'idée vaine, l'esprit creux. L'air de liberté que l'on respire aux films de Rohmer est surtout celui de reconnaissance envers un cinéaste qui, quoiqu'il en paraisse, nous débarrasse avec élégance des faux bons sujets et évacue les fausses ambitions « sociologiques » du cinéma de comédie.

Le futur est femme

Un couple « intellectuel » rencontre une jeune femme enceinte, qui « envahit » sans vergogne le foyer, comme une chatte se choisissant sa résidence. Les rapports entre les trois personnages vont alors évoluer dans un tourbillon sentimental, jusqu'à la mort accidentelle de l'homme, et le départ de la jeune mère, qui laisse l'enfant à la veuve.

Comme toujours chez Ferreri, le caractère insolite, parfois provocateur, des relations entre les personnages fascine. La façon dont, brusquement, le « mystère » de la grossesse fait irruption dans une vie de couple bien réglée est très intéressante. Les trois protagonistes sont superbement interprétés, surtout Ornella Muti, magnifique avec son gros ventre. Et l'indispensable doublage est suffisamment soigné pour n'être pas gênant.

Pourtant il y a, dans ce film, une certaine sécheresse, qui l'empêche, à mon sens, d'être un « grand » Ferreri (comme, pour ne parler que des plus récents, *Rêve de singe*, *Contes de la folie ordinaire*, *Histoire de Piera*). Ici on pense plutôt au film sur les enfants, *Pipicacadodo*, plus laborieux.

P. L. T.

● **Samedi** 21 h 25 (FR3), *Têtes de pioche* avec Laurel et Hardy.

22 h 30 (TF1), reprise de « Droit de réponse » de M. Polac.

● **Dimanche** 22 h 30 (FR3). *Casanova, un adolescent à Venise* de Luigi Comencini avec Léonard Whiting. L'un des plus beaux films de Comencini, et l'adaptation des premiers chapitres des mémoires de Casanova, c'est-à-dire de la partie traitant de l'enfance, de l'adolescence et du choix effectué au seuil de la vie adulte entre l'entrée dans les ordres (seule façon « d'entrer dans la société ») et une vie de libertin. Venise n'est plus, chez Comencini, une succession de cartes postales, mais le cadre lépreux, humide (Si,si... la seule fois où l'on voit la place Saint-Marc, c'est inondée, et sous la pluie.), du dur apprentissage de la vie. Un film splendide à ne rater sous aucun prétexte.

● **Lundi** 20 h 35 (TF1), *Huit et demi* de F. Fellini avec M. Mastroianni, Claudia Cardinale, A. Aimée, Sandra Milo. *Le* chef-d'œuvre de Fellini ; une auto-psychanalyse éblouissante au cours de laquelle Mastroianni/Fellini nous entraînent dans un sarabande créatrice (ou impuissante, c'est selon !) rythmée par le passage des femmes (merveilleuses actrices) et des fantasmes féminins de Fellini. Superbe !

● **Mardi** 20 h 35 (FR3), « La dernière scéance » consacrée à Burt Lancaster avec un film de Byron Haskin assez médiocre *le Roi des iles* (1953) et un excellent film sur le pouvoir de la presse *le Grand Chantage* (1957) de Alexander Mackendrick, avec B. L. et Tony Curtis.

● **Mercredi** 20 h 35 (FR3), *la Mèche en bataille*, « Ciné 16 » réalisé par B. Dubois, sur un scénario de J. Curtelin, qui présente ainsi son sujet : *« Un enfant a le droit de choisir sa famille, si celle qui lui a été imposée par la nature ne lui convient pas... »*

22 h 25 (FR3), deuxième volet de *Scènes de la vie conjugale* d'Ingmar Bergman, avec Liv Ullman.

● **Jeudi** 20 h 35 (FR3), *la Petite Sirène* de Roger Andrieux avec Laura Alexis et Philippe Léotard.

● **Vendredi** 22 h 55 (A2), *Mes petites amoureuses* de Jean Eusatche.

Michel Laszlo

QUATRE ANNEES DE REAGANISME (1)

Les pauvres sont encore plus pauvres

Le bilan économique et social de Reagan, après quatre ans de mandat présidentiel, paraît positif. Mais il ne l'est pas pour tous les Américains. Les pauvres sont cinq millions de plus qu'en 1980. L'hôte de la Maison-Blanche peut être fier de lui : les riches sont plus riches et les pauvres sont encore plus pauvres.

Les familles noires ont un revenu inférieur de 43 % aux familles blanches.

Laissez-moi remettre ça, a dit, en quelque sorte, Ronald Reagan pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de novembre 1984. Pour briguer ce second mandat, il se pose en chef d'orchestre des succès économiques de son pays. Juste au bon moment ! Le président des Etats-Unis aurait tort de s'en priver. Les chiffres sont de son côté. Du moins une partie seulement des chiffres.

Certes, la conjoncture économique s'est incontestablement améliorée. Depuis plus d'un an, l'inflation a chuté de 9 à 3,5 %, alors que la croissance passait à 3,4 % en 1983 (-1,9 % en 1982) et que le chômage tombait de 10,8 % à 8,5 %. Mais Reagan se garde bien de citer la dette publique (1 389 milliards de dollars pour l'Etat fédéral, 7 000 milliards de dollars pour la dette publique totale) ; le déficit budgétaire (136 milliards en 1980, 232 milliards en 1983) ; le déficit de la balance commerciale (seulement [sic !] 69,4 milliards). Et pourtant, ils sont révélateurs de la vraie nature, conjoncturelle et artificielle, de la reprise américaine.

Une reprise banale

Une reprise somme toute banale, basée sur la relance de la demande globale et l'accroissement des déficits publics. Au cours de la première récession de 1980-82, la production s'était largement ralentie. Dans de nombreux secteurs le destockage avait été complet. En diminuant les impôts, Reagan a augmenté sensiblement la demande des couches les plus favorisées. La conséquence fut immédiate : les ventes courantes ont vite dépassé la production courante. Ainsi la production automobile passa de 550 000 voitures en juin 1982 à 700 000 en mai 1984, soit une augmentation de 25 %.

Mais cela ne suffit pas à tout expliquer. L'autre élément de la reprise est le gonflement des dépenses publiques et essentiellement des dépenses militaires. Le déficit budgétaire de 200 milliards est à la base de cette reprise.

Pour financer cet énorme déficit, la Maison-Blanche a organisé un pompage colossal des capitaux issus du monde entier. Le système bancaire des Etats-Unis est devenu en 1983 emprunteur net de capitaux. Pour attirer ces capitaux étrangers, l'administration Reagan maintient un dollar fort et des taux d'intérêts élevés pour garantir les placements.

Mais cette dynamique risque fort de devenir de la dynamite. De tels taux d'intérêts, qui atteignent 13 % actuellement, peuvent étrangler la reprise. Ils réclament des taux de profits de l'ordre de 20 % ou plus pour continuer à stimuler les investissements financés à crédit. La plupart des grandes entreprises américaines sont criblées de dettes. A tel point que le patronat continue de juger la rentabilité trop médiocre pour investir massivement dans la production, et peu attrayante au regard des possibilités d'investissement financier et spéculatif.

Ils rendent aussi encore plus fragile l'économie mondiale. Lorsque les taux augmentent de 1 %, la charge d'intérêt du Brésil, par exemple, augmente de 570 millions de dollars. Or, depuis le début de l'année, les taux ont grimpé de près de 3 %. *« Si l'ensemble de l'Amérique latine se déclarait en état de cessation de paiement, il s'ensuivrait l'effondrement des banques américaines »*, conclut un dirigeant de la Chase Manhattan Bank. Ce qu'oublie de dire ce banquier c'est la situation dramatique que cela entraîne dans les pays du tiers monde.

Une Amérique indifférente

Une situation qui fait dire à Philippe Lefournier dans *l'Expansion* du 22 juin : *« L'Amérique de Reagan reste superbement indifférente aux conséquences monétaires et financières de son laxisme budgétaire. »*

Ronald Reagan, élu sur un programme monétariste, et de non-intervention étatique, a donc finalement fait le contraire de ce qu'il avait promis. *« C'est une relance keynésienne classique par la demande »*, explique l'ancien chancelier Helmut Schmidt. Le chef de la Maison-Blanche applique bêtement une politique de relance néo-keynésienne (1). Mais avec des résultats inespérés qu'il peut reprendre maintenant à son compte. Les affaires marchent, la confiance est retrouvée. Les profits bruts, c'est-à-dire avant imposition se sont accrus en 1983 de plus de 10 % aux Etats-Unis. Malgré une récession que tous les experts économiques pronostiquent en 1985, les milieux d'affaires restent optimistes. Il y a pourtant plus d'une nuance entre eux et les oubliés de la reprise.

Quelques jours avant le dernier Noël, Edwin Meese, le conseiller le Reagan, a déclaré qu'il n'avait jamais vu de chiffres ou de rapports établissant avec certitude l'existence de la faim aux Etats-Unis. *« Des gens*, a-t-il ajouté, *vont volontairement manger dans les soupes populaires parce que la nourriture y est gratuite et que c'est plus facile que d'avoir à payer. »* Il aurait mieux fait de se taire.

A New York, le nombre des repas servis aux soupes populaires a été multiplié par dix. Dans le Minnesota, le nombre de ceux qui recoivent des tickets de nourriture a augmenté de 17 % cette année.

35 millions de pauvres

Depuis 1964, les statistiques américaines établissent un seuil de pauvreté égal à trois fois le prix d'un budget alimentaire minimal. En 1982, une famille de quatre personnes était considérée comme pauvre si ses revenus étaient égaux ou inférieurs à 9 682 dollars par an. Selon les derniers chiffres du recensement, les pauvres étaient en 1982 au nombre de 34,4 millions, soit cinq millions de plus qu'en 1980. Soit aussi 15 % de la population américaine, le chiffre le plus élevé depuis dix-sept ans. Selon le Food Research and Action Center de Washington, les familles disposant de revenus égaux à 125 % du seuil de pauvreté peuvent connaître la faim parce qu'il s'agit d'une population aux revenus particulièrement instables. Environ 46,5 millions de personnes sont dans ce cas.

La communauté noire est encore plus touchée. Les familles noires avaient un revenu de 38 % inférieur à celui des familles blanches en 1975, il est de nos jours de 43 % inférieur. 17,8 % des Noirs sont sans emplois. *« La moitié des enfants noirs*, dit John Jacob, le président d'un mouvement de défense des droits civiques, *vivent dans un foyer dont le revenu se situe en dessous du seuil de pauvreté. »*

N'en déplaise au conseiller de Reagan, Meese, ils sont pauvres et ils ont faim. Le principal responsable de cette situation dramatique est l'hôte de la Maison-Blanche. Il a fait réduire, de manière draconienne, les budgets sociaux. L'hiver dernier, plusieurs milliers de New-Yorkais ne recevaient plus d'allocation chauffage. Plus de 50 % de sans-emploi ne percoivent aucune allocation. L'administration Reagan a taillé au coupe-coupe dans les programmes sociaux. Les réductions d'impôts ont favorisé les gros revenus. Le « truc de Reagan », comme dirait Chirac, est simple et effectivement il marche : les riches sont plus riches et les pauvres sont encore plus pauvres.

Alain Gwenn

1. Politique économique de relance de la consommation et d'accroissement du déficit public.

D'où viennent les nouveaux emplois ?

« Quatre millions de personnes ont trouvé un travail. » Reagan s'attribue ainsi la baisse du chômage. Mais à y regarder de plus près, l'arnaque est presque belle. Pour *Business Week*, journal économique américain, le chiffre de quatre millions intègre un million d'emplois volatiles et variables (étudiants travaillant à mi-temps, jeunes filles au pair, femmes de ménages, saisonniers, etc., en fait des emplois non déclarés).

Reste trois millions de créations d'emplois. Il s'agit d'emplois créés à 89 % dans le secteur des services, pour l'essentiel dans de toutes petites entreprises. Contrairement à un mythe largement répandu, ce sont des emplois qui n'ont rien à voir avec les secteurs de technologie de pointe, ou même de technologie avancée.

L'ensemble de la « haute technologie » n'emploie que deux millions de personnes aux Etats-Unis et ne s'accroît annuellement que de 0,1 % du total de la main-d'œuvre américaine. N'est-il pas symbolique que les deux plus grands employeurs aux Etats-Unis soient Medicare (service public de santé) et MacDonald (fast foods) ?

A. G.